

DOLLAR  
73,24 € US  
-0,29

OR  
390,60 \$ US  
-0,70

ARGENT  
7,331 \$  
-0,081

MONTREAL  
2472,35  
-0,15

TORONTO  
5116,31  
-0,63

NEW YORK  
5553,90  
-34,69

# QUESTIONS D'ARGENT

LA VENTE DU GROUPE CFCF

## Cogeco ne lâche pas Offre majorée à 400 millions \$ dans l'espoir de damer le pion à Vidéotron

MARIO SIMARD  
Presse canadienne

■ MONTREAL — Refusant de lancer l'éponge, Cogeco Câble a majoré hier son offre d'achat en vue de l'acquisition du Groupe CFCF, portant sa proposition de 20,00 \$ à un peu plus de 23,00 \$ l'action.

La nouvelle proposition de Cogeco Câble, une filiale de Cogeco, se chiffre à près de 400 millions \$, contre 335 millions \$ anciennement.

Vendredi dernier, le Groupe Vidéotron avait annoncé la conclusion d'une entente avec la famille de Jean Pouliot, détentrice de toutes les actions à vote multiple de CFCF et de 30 % des actions subalternes. L'entente prévoit l'achat par Vidéotron de la totalité de l'actif de CFCF (câblodistribution et télédiffusion) au prix de 21,50 \$ l'action, entièrement au comptant. La transaction est évaluée à 367 millions \$.

Adrien Pouliot, président et chef de la direction de CFCF, avait alors qualifié cette offre de « meilleur prix que l'on pouvait obtenir ».

La nouvelle offre de Cogeco Câble, qui expirera le 13 mai, comprend le versement de 19 \$ en espèces ainsi qu'une demi-action de Cogeco Câble pour chaque action de CFCF (pour un total supérieur à 23 \$ selon les cours actuels à la bourse). Il s'agit d'une majoration de trois dollars en comparaison de l'offre précédente (16 \$ au

comptant et une demi-action de Cogeco Câble).

Le président de Cogeco, Louis Audet, qui n'a pu prendre connaissance du texte de l'entente entre Vidéotron et la famille Pouliot, veut maintenant savoir s'il existe une clause de résiliation qui pourrait permettre aux actionnaires de CFCF de bénéficier de l'offre la plus généreuse.

« Sinon, la famille Pouliot aura conclu une convention ayant pour effet d'éliminer toute possibilité de contre-offre, ce qui est évidemment au détriment des autres actionnaires », peut-on lire dans le communiqué émis par Cogeco Câble, une société qui détient elle-même 9,5 % des actions subalternes de CFCF.

### JUSTE VALEUR

M. Audet n'était pas disponible hier pour répondre aux questions des journalistes.

Cependant, Michael J. Carter, vice-président finances de Cogeco Câble, a déclaré à une station affiliée au réseau NTR que la nouvelle offre repré-

sentait la juste valeur de CFCF. « Nous avons fait toutes nos analyses, tous nos calculs, sur plusieurs années, et on a fait une offre que nous estimons représenter la valeur réelle », a-t-il soumis.

Vidéotron a immédiatement réagi à la nouvelle offre de Cogeco Câble. Dans un communiqué transmis en fin d'après-midi, la compagnie la qualifie « d'irréalisable et donc sans intérêt pour les actionnaires de CFCF » parce que Cogeco Câble maintient sa condition exigeant le dépôt de 90 % des actions à vote multiple de CFCF. Cette condition ne peut en effet être réalisée contre le gré de la famille Pouliot.

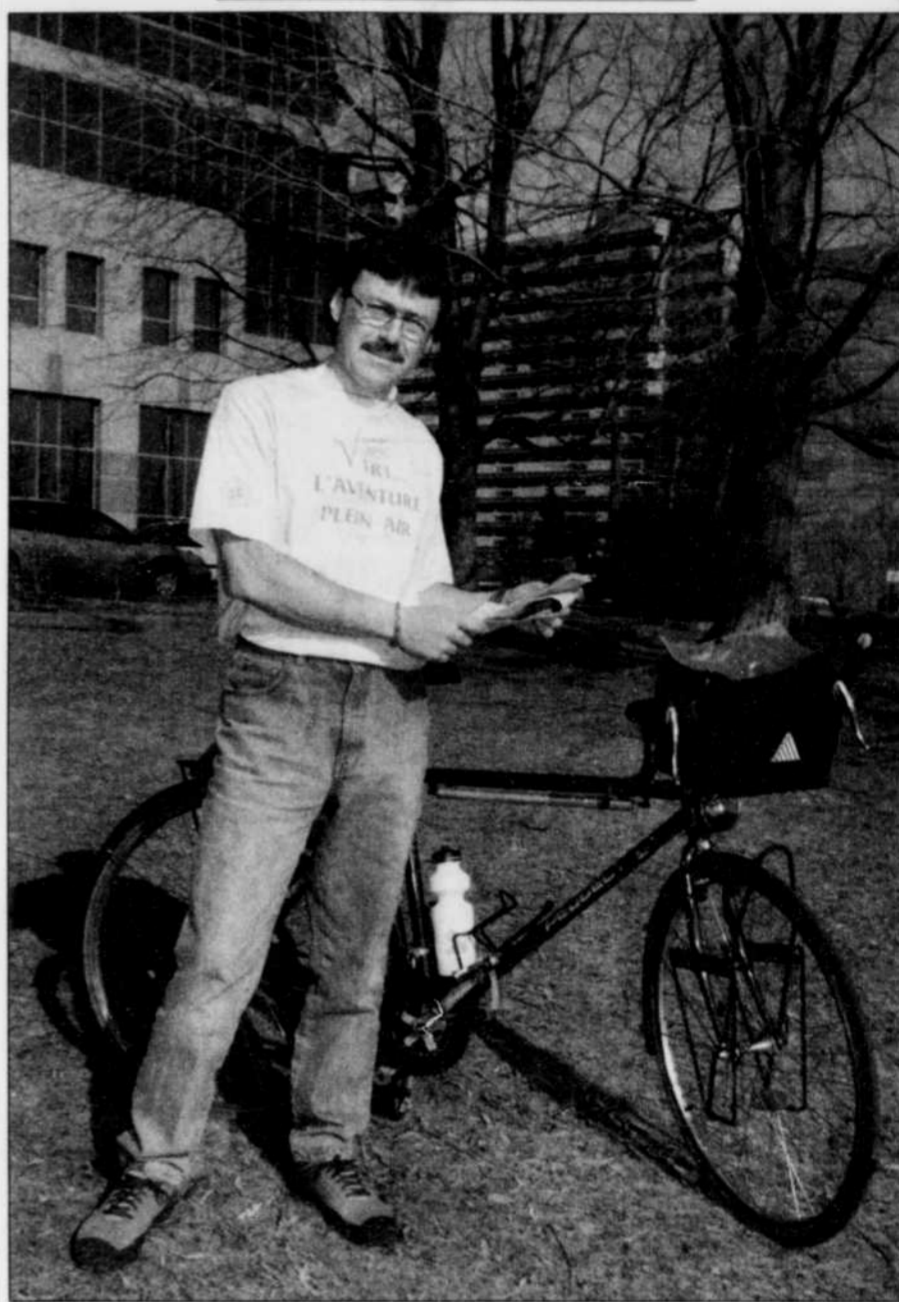
Vidéotron déplore de plus que l'offre récente de Cogeco Câble « va causer de la confusion dans le marché et créer des attentes auprès des actionnaires qui ne peuvent être rencontrées ».

### OFFRE INCHANGÉE

Vidéotron ajoute que son offre demeure inchangée.

La société d'investissement new-yorkaise Oppenheimer, détentrice de 9,9 % des actions subalternes de CFCF, a pour sa part émis un communiqué dans lequel elle affirme « avoir pris note » de la nouvelle offre de Cogeco Câble. Depuis le début de cette saga, Oppenheimer s'est toujours montré favorable aux offres de Cogeco Câble.

## L'IMAGINATION AU TRAVAIL



Mario Lacoursière consulte une carte routière pour établir le parcours de la prochaine expédition des membres du club Vert... L'aventure Plein air.

### PLEIN AIR ET RENCONTRES SOCIALES

## L'activité sportive devient un emploi

■ QUÉBEC — Faire du sport, garder la forme, visiter des parcs et des villes intéressantes, rencontrer des amis, faire un peu de social, tels sont les objectifs qu'a développés Mario Lacoursière en fondant son entreprise Vert... L'aventure Plein air.

Technicien en loisirs de formation, M. Lacoursière voulait, d'une part, créer son emploi et, d'autre part, permettre à des gens de briser leur isolement par du sport et des rencontres amicales. Le club a d'ailleurs été créé dans le cadre du programme de démarrage d'entreprise appelé communément le « plan Paillé ».



Yves Therrien

avait une sortie à la cabane à sucre; en mai, les membres sont invités à prendre part au « Great Five Borough Bike Tour in New York », l'un des plus gros événements cyclistes aux États-Unis. Actuellement, le club sportif regroupe un peu plus de 150 personnes. Bientôt, le groupe se réunira tous les mer-

credis pour des randonnées en vélo en partant du Bois de Coulange. Après la Saint-Jean-Baptiste, chaque fin de semaine sera consacrée au cyclo-camping dans différents parcs et réserves de la province; il y aura même une sortie dans le Vermont.

Outre l'idée de créer sa propre entreprise, M. Lacoursière a voulu faire en sorte que des gens puissent se rencontrer dans un cadre de sport et de détente tout en favorisant la camaraderie. De plus, les différentes excursions permettent de découvrir de nombreux lieux intéressants à peu de frais. « C'est aussi un moyen, dit-il de se faire des amis et de briser le cercle de la solitude parce que le club a aussi un caractère social. »

Pour en savoir davantage sur le club Vert... L'aventure Plein Air, il suffit de communiquer avec Mario Lacoursière au 687-2396.

### PLUSIEURS ACTIVITÉS

« Ce n'est pas une agence de rencontres, précise-t-il en entrevue. Il s'agit d'un club dont il faut être membre pour pouvoir participer aux différentes activités, que ce soit les randonnées pédestres ou à vélo, le badminton, le volley-ball, le canot, le ski de fond. Certaines activités ont lieu toutes les semaines, d'autres une fin de semaine par mois. En plus, nous avons des rencontres sociales comme les 5 à 7 chaque semaine ou le souper mensuel. »

La carte de membre coûte 10 \$ pour quatre mois ou 30 \$ pour l'année. Le membre reçoit un bulletin donnant la programmation des activités régulières, les sorties de fin de semaine et des adresses de fournisseurs offrant des rabais. Par exemple, à Pâques, il y

## LA DIRECTION DE DONOHUE DÉMÉNAGE À MONTRÉAL

### « Une décision d'affaires »

HÉLÈNE BARIL  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le déménagement à Montréal de la direction de Donohue est strictement « une décision d'affaires » qui vise à rendre la compagnie plus efficace.

C'est ce qu'a plaidé hier son président, M. Michel Therrien, en marge de l'assemblée annuelle de Donohue.

Après l'acquisition de Quno, il a été décidé d'installer la haute direction dans de nouveaux bureaux à Montréal pour des questions « de langue, de transport, de communication » et aussi pour rapprocher la compagnie de ses banquiers, a expliqué M. Therrien.

« Nous avons voulu mettre en place un noyau le plus efficace possible tout en gardant notre bureau de Québec », a dit le président. Les pressions des organismes de la région n'ont eu aucun effet sur la décision de la compagnie, a-t-il ajouté.

Il y a actuellement 125 personnes dans les bureaux du chemin St-Louis. Une fois la haute direction partie, il en restera entre 80 et 90, notamment dans les activités de foresterie, la vente de pâte et l'informatique. Il y aura 60 personnes au bureau de Montréal, qui deviendra dans les faits le siège social de Donohue, ce que la direction de la compagnie n'admet pas encore. « Ça dépend de la définition que vous donnez à un siège social », a édulé Michel Therrien.

Le président du conseil d'administration, M. Charles-Albert Poissant, a promis que la compagnie continuera

« comme avant » de soutenir le Grand Théâtre et l'Orchestre symphonique de Québec.

Donohue a connu l'an dernier la meilleure année de son histoire et son rendement, à 38,3 %, est probablement le plus élevé de l'industrie, a souligné M. Poissant devant les actionnaires.

La bonne fortune de la compagnie s'est poursuivie au premier trimestre de l'exercice en cours, qui inclut les résultats de Quno pour le mois de mars. Les ventes ont augmenté de 247 à 340 millions \$. À 53 millions \$, le bénéfice net du trimestre est de 11 % supérieur à celui de la même période l'an dernier. Malgré cette performance, le conseil d'administration a décidé de réduire le dividende de 0,22 \$ à 0,14 \$ par action « pour préserver les liquidités de la compagnie ». Aucun actionnaire n'a protesté.

Les perspectives s'annoncent moins bonnes cette année, alors que les prix de la pâte et du papier journal ont amorcé une baisse et que les exportations de bois d'oeuvre aux États-Unis seront limitées par l'entente conclue récemment.

À cause de la chute du prix de la pâte, l'usine de Matane est redevenue

DONOHUE			
Résultats financiers			
(en M\$, sauf en \$ par action)	1993	1994	1995
Revenus	574,0	807,4	1124,4
Bénéfice net	16,8	114,2	241,2
Bénéfice net par action	0,23	1,59	3,07
Activités:	fabricant de pâtes, papier journal, bois d'oeuvre et copeaux		
Siège social:	Québec		

Source: DONOHUE INFOGRAPHIE, PC / LE SOLEIL

non rentable, a fait savoir Michel Therrien. L'usine fermera pendant un mois prochainement et d'autres fermetures temporaires sont prévisibles à court terme, a-t-il dit.

Donohue prévoit d'ailleurs utiliser les fermetures temporaires dans tous ses secteurs d'activités pour aplanir les cycles traditionnels de l'industrie des pâtes et papier.

Même si aucun actionnaire n'a remis en question l'achat de Quno au sommet du cycle de l'industrie pour un montant record de 1,1 milliard \$, M. Poissant a longuement justifié cette transaction, la plus importante de l'histoire de Québecor.

Donohue a acheté Quno parce que le prix était raisonnable, son cash-flow bon, sa clientèle excellente et ses coûts de production bas, a expliqué le président du conseil.

M. Poissant a ajouté que la stratégie de Donohue devait être la bonne, puisqu'il l'utilise depuis 50 ans avec Pierre Péladeau avec le succès qu'on connaît.

**Le dividende est réduit de 22 c à 14 c par action**



Les caisses populaires Desjardins vous invitent à une conférence sur:

**LES ASPECTS FISCAUX D'UNE RETRAITE ANTICIPÉE** et **DES SERVICES FINANCIERS POUR FAIRE LES BONS CHOIX**

Veuillez réserver auprès de madame Suzanne Corriveau au 836-2581, poste 3541  
Entre 9h et 16h du lundi au vendredi. Le nombre de places est limité.

Mercredi 1<sup>er</sup> mai 1996, 19h00  
et Mardi 14 mai 1996, 19h00  
Holiday Inn Ste-Foy

Jedi 16 mai 1996, 11h30  
Édifice Marie Guyart (Complexe G)

Mardi 4 juin 1996, 19h00  
Hôtel Québec, Ste-Foy

**VOUS DEVEZ PRENDRE UNE RETRAITE ANTICIPÉE ?**  
**VOUS ÊTES CONTRAINT DE QUITTER VOTRE EMPLOI ?**  
**VOUS DEVEZ PRENDRE DES DÉCISIONS QUANT À VOTRE FONDS DE PENSION OU VOTRE ALLOCATION DE DÉPART ?**

# Régression des profits de la compagnie Paccar

■ BELLEVUE, État de Washington (AP-PC) — La compagnie Paccar, une importante constructeur de camions US qui a récemment décidé de fermer son usine de Sainte-Thérèse entraînant ainsi la perte de près de 900 emplois, a annoncé hier une baisse sensible de ses bénéfices.

La compagnie, le numéro 2 américain des fabricants de camions à usage industriel, a déclaré qu'une chute de la demande de gros camions avait résulté en une régression de 34% des profits au cours du premier trimestre.

Les bénéfices enregistrés au cours de la période de trois premiers mois terminée le 31 mars se sont montés à 36 millions \$ ou 92 cents par action, ce qui représente une baisse par rapport au record de 54 millions \$ ou 1,40 \$ par action, il y a un an.

Les ventes ont fléchi d'environ 10% pour s'établir à 1 milliard \$.

Les résultats du premier trimestre comprennent une perte de 11 millions \$ découlant de la fermeture de l'usine Kenworth, ainsi que d'un arrêt de la production aux installations de Kenworth à Tukwila, dans l'Etat de Washington.

« Il est clair que la demande record de camions

à usage industriel qu'avait connue l'industrie durant les deux dernières années est derrière nous », a soutenu le président du conseil d'administration de Paccar, Charles Pigott. « Mais si les présentes estimations se maintiennent, 1996 devrait encore être une année relativement bonne. »

La firme Paccar a annoncé il y a deux semaines la fermeture de son usine Kenworth de Sainte-Thérèse à cause d'une forte baisse des commandes en Amérique du Nord.

Environ 900 travailleurs de l'usine de Kenworth étaient en grève depuis le mois d'août et exigeaient une amélioration de leur régime de retraite, acceptant en contrepartie un gel des salaires.

### UN DES FACTEURS

La compagnie Paccar a souligné que le conflit de travail n'était en fait qu'une des raisons qui ont conduit à la fermeture de l'usine. Même si un nouveau contrat avait été signé, l'usine aurait encore été trop petite pour maintenir sa rentabilité dans le présent climat industriel, a rappelé la société.

Les firmes Kenworth, Peterbilt et Foden, qui appartiennent toutes à la société Paccar, produisent plus d'un camion à usage industriel sur cinq vendus aux États-Unis.

# Forum Entreprises



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Le premier Forum Entreprises Québec Chaudière-Appalaches a été inauguré hier, au Centre des congrès de Québec. Ce Forum s'adresse exclusivement aux gens d'affaires, il regroupe 200 exposants qui pourront, au cours des trois journées que durera la rencontre, brasser des idées autant que des affaires. La Chambre de commerce du Québec métropolitain parraine l'événement et c'est son président, Me Jean Beaupré, qui agit comme président d'honneur. La Chambre espère que ce sera l'occasion pour les gens d'affaires d'identifier de nouveaux fournisseurs ou clients et de conclure des alliances. M. Beaupré (à gauche) est accompagné sur la photo de deux des organisateurs de ce Forum, Robert Leduc et Pierre Harvey tous deux de la compagnie Gexco.

## ASSURANCE-MÉDICAMENTS

# Les craintes de Garneau étonnent

LOUIS TANGUAY

Le Soleil

■ QUÉBEC — Les craintes de l'ex-ministre québécois des Finances et actuel président de la compagnie Industrielle-Alliance, M. Raymond Garneau, sur l'avenir du régime universel d'assurance-médicaments que le gouvernement provincial s'appête à établir ont surpris les milieux de l'assurance.

Pour sa part, le vice-président aux assurances collectives de la Mutuelle SSQ et porte-parole du Regroupement des assureurs de personnes à charte du Québec, M. Richard Bell, s'est dit très surpris des propos de M. Garneau, quand il a dit que le régime risque de se transformer à long terme en régime public aux coûts incontrôlables.

Les données sont déjà fournies sur les orientations et sur le contrôle des prix des médicaments et de leurs coûts d'utilisation, dit M. Bell

et le partenariat est en train de s'établir pour l'établissement de régimes privés agréés.

Les clefs supplémentaires résident dans l'établissement du fichier central des utilisateurs et dans les modalités par lesquelles les contribuables seront obligés de contribuer au financement du régime.

Par ailleurs, l'empressement qui pousse le ministre Jean Rochon à vouloir mettre le régime en vigueur le premier janvier prochain n'inquiète pas les assureurs.

D'autres changements aux frais assumés par la Régie de l'Assurance-maladie ont comme les examens de la vue ont été annoncés le jour même de leur entrée en vigueur à l'occasion d'un budget, a rappelé M. Bell.

### SIX MOIS POUR S'AJUSTER

Dans le cas de l'universalisation de l'assurance-médicaments, si les paramètres sont adoptés avant la fin de juin, comme prévu, les assureurs disposeront de six mois pour rencontrer leurs groupes d'assurés et ajuster les régimes en conséquences.

**2,8 LITRES. 2,8% EN LOCATION.**  
**2 RAISONS POUR LESQUELLES LA NOUVELLE**  
**BMW 328i CONNAÎT UN TEL ÉLAN.**



Un moteur de 2,8 litres et un taux de location-bail de 2,8% suscitent l'emballement pour la BMW 328i. Chez votre concessionnaire BMW dès aujourd'hui. Vous êtes familier avec le plaisir frénétique que procure la conduite d'une BMW? Nous vous proposons maintenant un moteur à couple plus puissant, une conduite précise et une autre excitante raison d'aller de l'avant... En effet, la nouvelle BMW 328i vous est maintenant offerte à un taux de location-bail grisant de 2,8%.

Et avec notre taux de location de 2,8%, vous pourriez repartir au volant de la nouvelle BMW 328i... plus vite que vous ne le croyez!

\*Offre valable pour la location-bail (24 ou 36 mois) de toute BMW 328i 1996 neuve. Les taux de location sont ceux offerts par les Services financiers BMW et ne sont disponibles que sur approbation du crédit. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre. Le client doit prendre livraison de sa voiture avant le 15 mai 1996.

**AUTOMOBILES JALBERT inc.**  
1885, boul. Central, Québec  
(angle Hamel et du Vallon)  
687-4840



LE PLAISIR DE CONDUIRE.

## Le rendez-vous des bâtisseurs!

Bell, Gouvernement du Québec, Secrétariat au développement des régions, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Énergie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

**Du 24 au 26 avril**  
**Un événement**  
qui vous concerne...

Du 24 au 26 avril 1996, les bâtisseurs de l'est du Québec se donnent rendez-vous au Centre des congrès de Québec pour la première édition de Forum Entreprises Québec Chaudière-Appalaches. Réservez exclusivement aux gens d'affaires, cet important carrefour vous ouvre les portes de transactions annuelles générant des millions de dollars.

Forum Entreprises Québec Chaudière-Appalaches, c'est :

- plus de 200 exposants issus de tous les secteurs d'activités (télécommunications, formation, haute technologie, exportation, environnement, approvisionnement, sous-traitance, normes de qualité ISO, etc.);
- plus de 100 conférences thématiques;
- des activités de maillage, de formation et d'information;
- une véritable plaque tournante vous permettant d'échanger et de conclure des alliances stratégiques.

Rejoignez-vous aux bâtisseurs de la région pour :

- échanger de l'information;
- évaluer la concurrence;
- augmenter votre réseau de contacts;
- assurer de nouveaux produits;
- faire la connaissance de nouveaux fournisseurs;
- explorer les plus récentes tendances dans votre secteur d'activités;
- identifier de nouveaux clients;
- demeurer un chef de file alerte et averti!

### DES ACTIVITÉS À NE PAS MANQUER !

<p><b>Québec-Technorégion</b> <b>Déjeuner-causerie</b> Conférencier invité : Jean-Guy Paquet Président directeur général, Institut national d'optique 24 avril 1996, 12 h à 13 h 30, Salon Vitaray Hôtel Hilton RÉSERVATIONS : 692-3853</p>	<p><b>Maillage d'entreprises</b> <b>Réseau Capital</b> Des partenaires et... du financement! Activités continues sur le site du Réseau Capital 25 avril 1996, 13 h à 20 h, Salles Allain, Languevin et Poirat, Centre des congrès INFORMATION : Paul Dupont, 643-2238</p>
<p><b>Bell Mobilité</b> <b>INO/NOI</b></p> <p><b>50 7 Internet</b> <b>Strategis</b> Conférencier invité : John Harney Hébergeur, Industrie Canada (à coordonner) 24 avril 1996, 17 h à 19 h, Salles Garneau et Drouin INFORMATION : 681-4290</p>	<p><b>Forum Énergie</b> <b>de la région de la Capitale</b> Collaboration de la Régie de l'énergie du Québec et Chaudière-Appalaches de l'Ordre des ingénieurs du Québec <b>Déjeuner-causerie</b> Conférencier invité : Bernard Lacombe Ing. C.C.O.G. Président de l'Ordre des ingénieurs du Québec 25 avril 1996, 12 h à 13 h 30, Salle Panorama Vieux Port RÉSERVATIONS : 692-3853</p>
<p><b>Petit déjeuner-conférence</b> Conférencier invité : Pierre Roy Vice-président au développement des technologies, CRIQ 24 avril 1996, 12 h à 13 h 30, Salon Vitaray Hôtel Hilton RÉSERVATIONS : 692-3853</p>	<p><b>Et des conférences...</b> Les conférences sont présentées par des experts avec l'aide de personnes ressources et portent sur des sujets d'actualité.</p>
<p><b>Pour démarrer en affaires... des moyens pratiques</b> <b>Déjeuner-causerie</b> Conférencier invité : Roger Demers Vice-président, Raymond, Charlot, Martin, Paré 26 avril 1996, 12 h à 13 h 30, Salon Vitaray Hôtel Hilton RÉSERVATIONS : 692-3853</p>	<p><b>CENTRACCÈS PME</b> <b>SMALL BUSINESS ACCESS CENTER</b></p>

## NOUVELLE LIGNE À 735 KV Le tronçon Lévis-Appalaches sera complété à la fin du mois

IAN BUSSIÈRES

Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES—Les travaux du mégaprojet de ligne à 735 kilovolts (kV) Des Cantons-Lévis d'Hydro-Québec incluant la construction d'un nouveau poste à Saint-Adrien-d'Irlande, dans la région de Thetford Mines, vont bon train.

Le deuxième tronçon de la future ligne, celui qui relie les postes Appalaches et Lévis, sera en effet prêt à la fin du mois et les travaux du poste Appalaches sont maintenant complétés à 92%.

C'est ce que confirme Daniel Bourgeois, conseiller en communications d'Hydro-Québec, signalant que l'on avait déjà débuté les essais de rodage au poste Appalaches.

« Le premier transformateur est installé et on complète présentement l'installation du transformateur de réserve. Il restera ensuite l'aménagement du terrain par la pose de gravier et d'asphalte, des travaux qui ne pourront cependant pas débuter avant la fonte des neiges et qui se termineront donc en juin », a dit M. Bourgeois.

Par ailleurs, la Société GLR de Québec est présentement à compléter l'installation des 195 pylônes qui jalonnent le tronçon Lévis-Appalaches de la ligne, d'une longueur de 83 km. Tout devrait être prêt à la fin d'avril. Quant au dernier tronçon, celui d'une longueur de 36 km reliant les postes Kingssey et Des Cantons, il comptera 94 pylônes dont 24 sont déjà montés et dont les fondations sont complétées à 68%.

La firme Transélec de Trois-Rivières devrait en terminer les travaux dans le courant de l'été.

La construction de la ligne et du poste a jusqu'à maintenant amené des dépenses régionales de l'ordre de 27 millions \$, ce qui dépasse déjà largement les prévisions initiales pour l'ensemble du projet.

**Forum Entreprises Québec Chaudière-Appalaches**

PARRAINÉ PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN

Partenaires: SOQUIP, Banque de Montréal, CRIQ, Hydro-Québec, Comité d'entreprises

Bell Mobilité, CITF, LE SOLEIL

Sur présentation de votre carte d'affaire **ACCÈS GRATUIT** et réservé exclusivement aux gens d'affaires

Heures d'accès au salon :  
Mercredi et jeudi : de 13 h à 20 h  
Vendredi : de 13 h à 18 h

**on vous y attend...**

Au Centre des congrès de Québec  
900, autoroute Dufferin-Montmorency  
Québec (Québec)

ORGANISÉ PAR GEXCO, APEQ

« J'aimerais donc pouvoir parler anglais! »

**Profitez de la session du printemps pour régler ce problème!**

**359\$** Basé sur un ratio de 4 à 6 personnes  
Programme de 45 heures

**Début des cours: 13 mai 1996**

**CENTRE DE LANGUES INTERNATIONALES**  
**CHARPENTIER CLIC STE-FOY**

Pour informations: **659-2542**  
Infax: 684-8858  
document # 2542

## MARQUAGE DE ROUTES

# La Société Laurentide obtient deux contrats majeurs

PIERRE MARTEL  
Le Soleil

■ QUÉBEC — L'introduction d'une nouvelle technologie dans la fabrication de peinture destinée au marquage de routes a permis à la Société Laurentide de créer une quinzaine de nouveaux emplois à son usine de Québec (Peinture National).

«C'est l'usine de Québec qui fabriquera la nouvelle peinture à base d'eau qui a été mise au point pour répondre aux nouvelles normes américaines VOC (Volatile Organic Components), explique M. André Buisson, vice-président exécutif de Société Laurentide.

## AU VERMONT

Cette nouvelle technologie a permis à Société Laurentide de décrocher le contrat de marquage du réseau routier de l'État du Vermont pour une troisième année consécutive.

En même temps, l'entreprise a fait savoir qu'elle a obtenu, pour une sixième fois en sept ans, le contrat de marquage du réseau routier québécois.

Ensemble, les deux contrats signifient des revenus additionnels de 6 millions \$ pour Société Laurentide. La peinture nécessaire à la réalisation du contrat du gouvernement du Québec (3 millions de litres) sera fabriquée à l'usine de Shawinigan-Sud.

## CROISSANCE

Le vice-président exécutif de Société Laurentide a, par ailleurs, révélé que son entreprise, qui fabrique les marques de peinture National et Laurentide, a réussi une percée auprès du groupe Ro-Na.

«Nous avons fait un premier pas au Ro-Na l'Entrepôt de Québec. Maintenant, nous sommes présents dans tous les Ro-Na l'Entrepôt. Nous entreprenons maintenant une percée auprès des marchands franchisés de Ro-Na», explique M. Buisson.

Il ajoute : «Notre volume de ventes est en forte croissance. Si cela conti-



Le vice-président exécutif de Société Laurentide, M. André Buisson, jette un coup d'oeil à un mélange de peinture.

ne, il y a aura définitivement un impact sur l'effectif de notre usine de Québec. Cette usine pourrait recevoir une centaine d'employés de plus si nous utilisons toute sa capacité de production.»

Présentement, l'usine de Québec emploie une cinquantaine de personnes. Réalisant un chiffre d'affaires annuel de 50 millions \$, Société Laurentide emploie plus de 300 personnes.

Elle a des usines de fabrication de peinture à Québec, Shawinigan-Sud, Montréal, Richibucto (Nouveau-Brunswick) et Stratford (Ontario). L'entreprise est également active dans les produits de l'automobile (lave-vitre et antigel de marque Laurentide) et dans la distribution d'eau de source. Société Laurentide est la propriété de la famille Buisson de Shawinigan.

# Retour à la rentabilité de Papiers Perkins

ROLLANDE PARENT  
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — Propriété du Groupe Cascades depuis août dernier, la société Les Papiers Perkins a encaissé de généreux bénéfices au cours du premier trimestre de 1996 comparativement à une perte au cours de la même période l'an dernier.

«Il s'agit d'un revirement spectaculaire» a soutenu la vice-présidente exécutive de Papiers Perkins, Suzanne Blanchet, hier, au cours de l'assemblée annuelle des actionnaires, tenue à Montréal.

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 1996, Papiers Perkins a réalisé un bénéfice net de 8,6 millions \$ (ou de 22 ¢ par action ordinaire) contre une perte de 672 000 \$ (ou de 3 ¢ par action ordinaire) pour la période équivalente de 1995.

Les revenus enregistrés au premier trimestre se sont établis à 55,2 millions \$ comparativement à 21,9 millions \$ pour la période correspondante l'an dernier.

Ces résultats ont fait dire au nouveau président et chef de la direction de Papiers Perkins, Laurent Lemaire, que sa société «a fait plus de profits que Scott avec la moitié du chiffre d'affaires».

M. Lemaire lorgne du côté de Papiers Scott depuis que le géant américain du papier hygiénique Kimberly-Clark a annoncé il y a quelques jours qu'il se voyait contraint de se départir de sa participation de 50,1 % dans Papiers Scott, dont le siège social est établi à Toronto. Et cela, en raison des pressions du Bureau de la politique de concurrence du Canada qui s'inquiéterait de ce que l'entreprise contrôle une trop grande part du marché.

Il en a d'ailleurs été question à la réunion des administrateurs qui a précédé la tenue de l'assemblée annuelle de Perkins, a confirmé M. Lemaire.

«On a un intérêt pour les acquisitions, mais on juge que le prix des actions est très haut actuellement. Ce serait peut-être intéressant avec un autre partenaire. Nous aimerions que les activités soient séparées entre les joueurs canadiens existants.

«On se demande s'il s'agit d'une stratégie de Kimberly pour faire changer la position du gouvernement.

Nous n'avons pas de plan arrêté», a-t-il dit.

## PLUSIEURS FACTEURS

Pour revenir au revirement marqué de la situation chez Perkins, plusieurs facteurs y ont contribué.

M. Lemaire a expliqué entre autres qu'au moment de l'acquisition par Cascades de 76 % des actions ordinaires de Papiers Perkins, l'été dernier, la flambée sans précédent du coût des fibres vierges et recyclées observée à partir de 1994 prenait fin.

Après une période de stabilisation, les prix des fibres ont connu un déclin prononcé, a-t-il ajouté.

De son côté, Mme Blanchet a fait valoir que des changements faits dans des usines de Papiers Perkins, où travaillent 805 personnes, expliquent en partie le retour à la rentabilité.

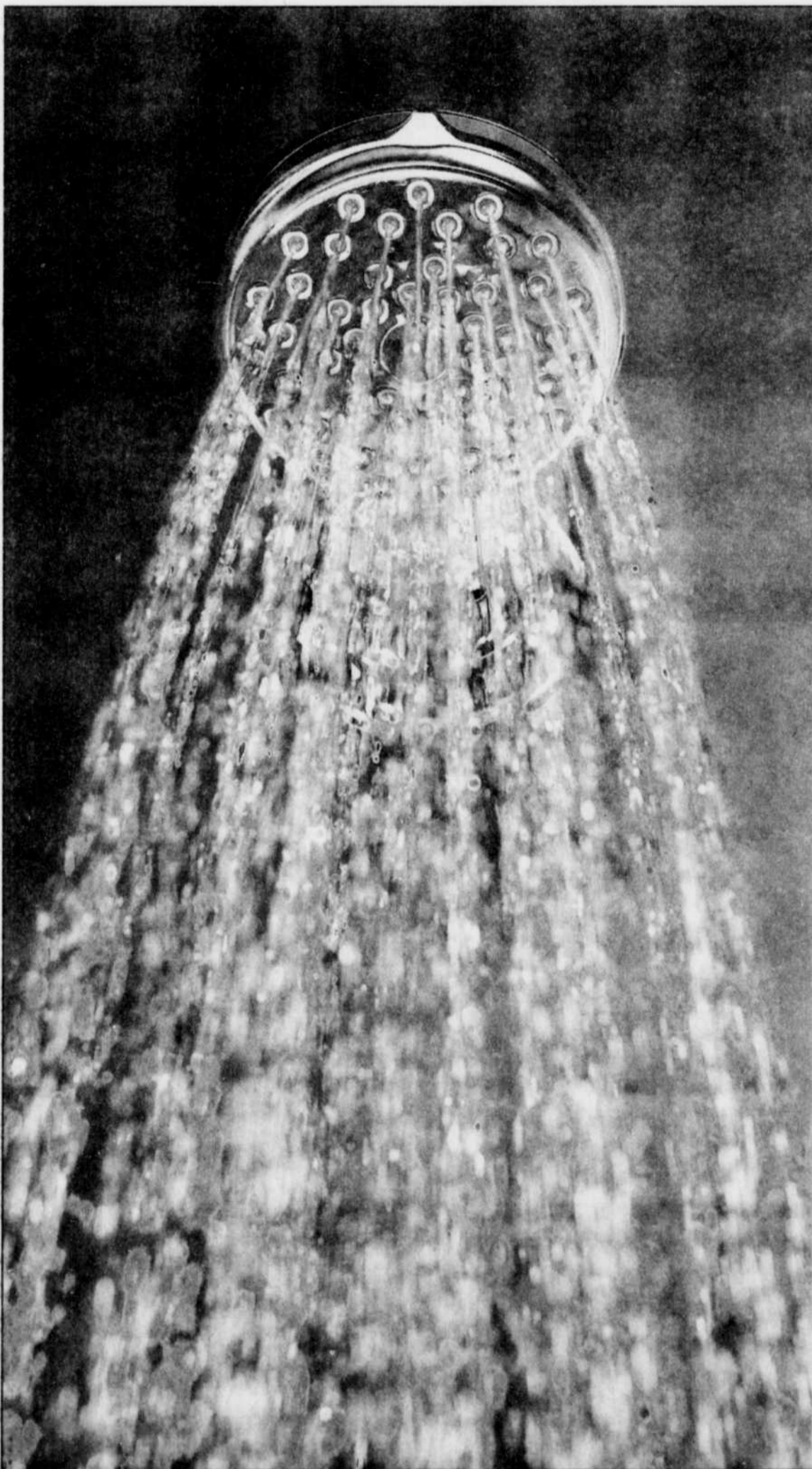
À l'usine de Candiac, le canard le plus boîteux de Perkins où travaillent 160 personnes, des investissements de 3 millions \$ ont été réalisés de façon à augmenter la productivité et une nouvelle équipe de gestion a pris les commandes.

À Kingsey Falls, dans les Bois-Francs, une usine acquise par Perkins à l'occasion de l'acquisition d'actions par Cascades, on a également procédé à la modernisation des équipements.

Les autres usines de Papiers Perkins sont situées à Laval, Lachute, et Rockingham, en Caroline du Nord.

Les produits de fabrication et transformation de papiers tissés de Perkins sont destinés aux marchés institutionnel, commercial et industriel de même qu'au marché de la consommation.

Perkins, qui réalise actuellement près de 60 % de ses revenus au Canada et le reste aux États-Unis, entend au cours des prochaines années intensifier ses ventes aux États-Unis et en Ontario.



Il y a vingt-cinq ans,  
jamais je n'aurais pensé  
réussir aussi bien dans la vie.  
Les enfants, la maison, la carrière,  
et une autre promotion en vue.

Je ne manque de rien,  
sauf de temps.

Et dans quelques minutes,  
je reprendrai ma course contre la montre.

## C'est sûr qu'un jour je trouverai le temps

de penser à notre avenir financier.

Dès que j'aurai une minute pour y penser.



Le temps que vous passez auprès d'un spécialiste en placements est du temps bien investi. Vous découvrirez de nouvelles façons d'atteindre vos objectifs financiers. De plus, vous comprendrez pourquoi neuf millions d'investisseurs au pays et aux quatre coins du globe ont fait de Fidelity la plus grande société de fonds communs de placement à l'échelle mondiale, gérant plus de 475 milliards de dollars\*. Pour plus d'information, communiquez avec votre conseiller en placements ou appelez Fidelity au 1 800 579-3331.

Fidelity. Parlez-en à votre spécialiste en placements. C'est le temps.

**Fidelity Investments**

\*Gestion des actifs au 31 mars 1996. La gamme complète de fonds communs de placement Fidelity admissibles au REER est vendue exclusivement par des conseillers en placements ou dans le cadre de programmes d'épargne collective parrainés par un employeur. Lisez attentivement le prospectus du fonds avant d'investir.

**Nous battons  
tous les prix!**

Annoncés par  
les autres distributeurs  
agréés canadiens...  
Avant l'achat  
et après l'achat

\*S.A.C. PAIEMENTS MENSUELS MINIMUMS REQUIS.  
FRAIS ADMINISTRATIF MINIME PAYABLE A L'ACHAT.  
VOIR DÉTAILS EN MAGASIN.

Renseignez-vous  
sur l'option

**0%**

d'intérêt\*  
pendant  
**12 mois**

\*S.A.C. PAIEMENTS MENSUELS MINIMUMS REQUIS.  
FRAIS ADMINISTRATIF MINIME PAYABLE A L'ACHAT.  
VOIR DÉTAILS EN MAGASIN.

# FoLiE

## de fin de mois

• EN PLUS DE NOS BAS PRIX DE TOUS LES JOURS

### Électroménagers

**12 Mois**

**Aucun** Intérêt  
Païement  
Taxes à payer au  
moment de l'achat  
sur tous les électroménagers

**Pas de T.P.S.**  
**Livraison gratuite**  
sur tous les  
électroménagers

(Prix seront réduit par un montant égal à la TPS)

### Ordinateurs

Packard Bell™

Ordinateur  
multimédia  
pour la famille

Ensemble  
complet pour  
naviguer sur  
internet

Grande  
quantité de  
logiciels



100 MHz  
MONITEUR EN SUS  
**1999<sup>99</sup>**

P100	8MO	1,0GO	4X	1MO PCI	14,4K
PROCESSEUR	RAM	DISQUE DUR	CD-ROM	CARTE VIDÉO	TÉLÉC./MODEM



IBM®  
Aptiva

Plus de 1000\$  
de logiciels inclus

Très haute  
qualité d'image  
et de son

**VALEUR  
FANTASTIQUE**

Moniteur 15" inclus Surface  
de l'écran: 14.7"  
**3679<sup>99</sup>**

120 MHZ	8 MO	1,6GO	4X	MPEG-1	28,8
PROCESSEUR	RAM	DISQUE DUR	CD-ROM	CARTE VIDÉO	TÉLÉC./MODEM

### Disques compacts



**13<sup>79</sup>**  
Hootie and the blowfish  
fairweather johnson

### Équipement de bureau

hp HEWLETT  
PACKARD



Imprimante couleur  
deskjet 540  
• Impression en noir 600 x 300 ppp ;  
• jusqu'à 16,7 millions  
de couleurs ;  
• garantie 3 ans.

**249<sup>99</sup>**

brother



Télécopieur  
avec papier uni  
• Alimenteur pour documents  
de 30 pages ;  
• contient 200 feuilles.

**539<sup>99</sup>**

IBM®



Lecteur  
de disque  
dur de 1,7go  
• Nouvelle technologie de la 2ième  
génération ;  
• temps de recherche de 12 m.s. ;  
• taux de transfert de 16,6  
Mo/seconde

**399<sup>99</sup>**

**ACHAT SPÉCIAL**



Spécial d'une  
duree limitée  
**Mavis Beacon**  
• Amusant, interactif et intuitif ;  
• le no 1 en Amérique du Nord ;  
• plus de 4,1 millions  
vendus.

**19<sup>99</sup>**

### Audio et Vidéo

RCA

Téléviseur couleur  
stéréo 31"

• Qualité fantastique de l'image ;  
• tube-image à teinte foncée ;  
• filtre en peigne.

Prix  
incroyable

**999<sup>99</sup>**

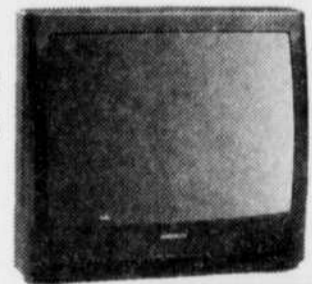


MAGNAVOX

Téléviseur couleur 25"

• Télécommande à 22 fonctions ;  
• affichage à l'écran ;  
• minuterie ;  
• son «smart sound» ;  
• modèle très avancé.

**399<sup>00</sup>**



Changeur CD avec  
télécommande  
• Chargement des 5 disques  
à l'avant ;  
• télécommande à 27 touches ;  
• écran multi-fonctions.

**139<sup>99</sup>**

PIONEER

Radio d'auto

**140 watts** Nouveauté  
1996  
• Lecteur de CD ;  
• sortie 35 Watts X 4 haute  
puissance.

**329<sup>99</sup>**

RCA

Livraison  
gratuite

Ciné-maison 46"

• Système de repérage sonore  
• Haute qualité d'image  
• Télécommande universelle  
• Meuble mince  
• Image sur image, SVHS

**2099<sup>99</sup>**



Aucun intérêt  
ni paiement  
jusqu'en 1997  
\*S.A.C.

Nous payons  
la TPS



Magnétoscope  
HIFI stéréo

• Télécommande  
• Pourquoi achetez un mono  
lorsque ce modèle hifi est offert  
à un tel bas prix?

**288<sup>00</sup>**

JVC

Caméscope VHS-C  
avec zoom 12x  
• Exposition programmable.

**688<sup>00</sup>**

SHARP

Mini-chaîne à 3 CDs  
• Lecteur à 3 DCs ; télécommande ;  
• syntonisateur numérique ;  
• lecture aléatoire ;  
• cassette double.

**229<sup>99</sup>**

JVC

Portatif à lecteur  
CD 3 pièces

• Lecteur DC à chargement  
sur le dessus ;  
• haut-parleurs amovibles ;  
• prise pour  
écouteurs.

**194<sup>99</sup>**

\*Sur approbation du bureau de crédit. \*L'intérêt calculé tous les mois est éliminé à la remise du paiement mensuel minimal (si requis) et le solde doit être remboursé à la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt. \*\*Les frais administratifs (29,95 \$ pour 6 mois, 44,95 \$ pour 12 mois) jumelés à l'intérêt affecteront le taux de pourcentage annuel (TPA). Exemple de l'option 12 mois sans intérêt (taxes incluses): Si les mensualités minimales totales sont 611,14 \$ pour un achat de 1 500 \$ ou 814,85 \$ pour un achat de 2 000 \$ sont versées et le solde est remboursé dans les 12 mois suivant l'achat. L'intérêt est éliminé et les frais administratifs de 44,95 \$ forment un TPA de 3,00 % (coût total 1 544,95 \$) pour un achat de 1 500 \$ ou 2,25 % (coût total 2 044,95 \$) pour un achat de 2 000 \$. Si vous décidez de prolonger le financement sur 12 mois additionnels et que les mensualités minimales totalisent 1 179,36 \$ pour un achat de 1 500 \$ ou 1 572,48 \$ pour un achat de 2 000 \$ sont versées et le solde est remboursé dans les 24 mois suivant l'achat. L'intérêt (calculé à compter de la date d'achat) et les frais administratifs totalisent 634,65 \$ (coût total: 2 134,65 \$) et le TPA équivaut à 26,95 % pour un achat de 1 500 \$ ou 83,22 % (coût total: 2 831,22 \$) et le TPA équivaut à 26,43 % pour un achat de 2 000 \$. Maximum de 30 jours sans intérêt pour les compagnies. Emplètes personnelles seulement. Pas de détaillants. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. \*Détails en magasin. \*\*Diffère de l'illustration. \* Les articles étiquetés «SOLDE» sont offerts à prix réduits. Les autres articles sont à nos bas prix garantis de tous les jours. Certains articles ne sont pas disponibles dans tous nos magasins. En raison de l'heure de tombée avancée de cette publicité, il est possible que certains articles soient offerts à prix plus bas qu'en magasin.

# FUTURE SHOP

SUPER CENTRE DE L'ÉLECTRONIQUE

Ordinateurs • Électroménagers  
Vidéo • Audio • Disques Compacts

HEURES D'OUVERTURE:  
Lundi au mercredi: 9h à 18h  
Jeudi-Vendredi: 9h à 21h  
Samedi: 9h à 17h  
Dimanche: 11h à 17h

**SAINTE-FOY**

2700, BOUL. LAURIER 650-1999

**NOUS ACCEPTONS LES  
COMMANDES PAR TÉLÉPHONE**

LE MAJORET DU SOLEIL

La valeur des titres est exprimée en dollars. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote; le j précède le symbole d'une compagnie junior à la Bourse de Montréal; f= action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote alternatif; p ou o= actions assujetties à des règlements; pr= privilégiées; r= actions privilégiées d'ancien dividende pas encore versé; u= unité de capital-actions; v= dividende variable; wt ou w= bon de souscription (warrant); z= lot brisé.

Indice des valeurs industrielles: 2472,35, en baisse de 0,15. Volume des transactions: 17,1 millions d'actions. Titres en hausse: 169. En baisse: 212. Inchangés: 101.

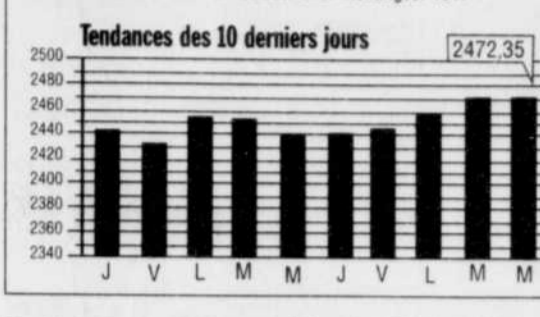


Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Montréal

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

N a Q

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

K a M

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

T a Z

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

A et B

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

C

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

H à J

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

R à S

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

T a Z

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres les plus actifs

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

TSE-300

Indice des valeurs industrielles: 5116,31, en baisse de 0,63. Volume des transactions: 103,5 millions d'actions. Titres en hausse: 436. En baisse: 462. Inchangés: 298.

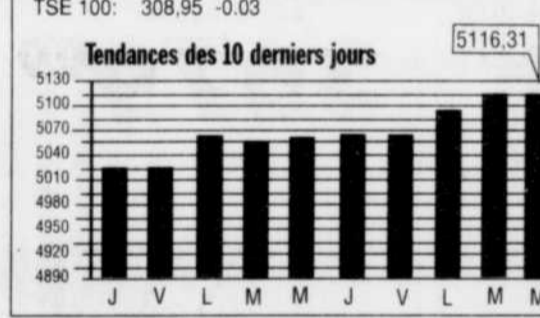


Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

A et B

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

C

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

H à J

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

R à S

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

T a Z

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

DOW JONES

Indice des valeurs industrielles: 5553,90, en baisse de 34,69. Volume des transactions: 493,3 millions d'actions. Titres en hausse: 1168. En baisse: 1205. Inchangés: 767.

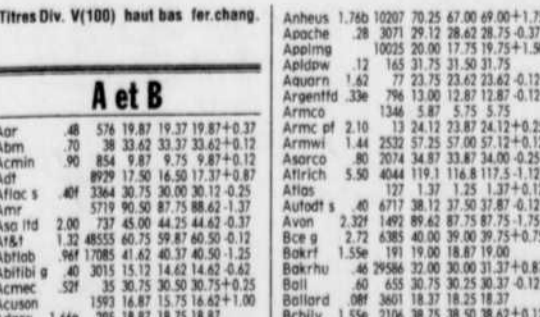


Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

A et B

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

C

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

H à J

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

R à S

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

T a Z

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Titres Ventes Haut Bas Ferm. Chang.

Table of stock market trends for various sectors including A et B, C, and D, listing stock names and their price changes.

Fonds mutuels

Pris de placement de fonds de placement de Fonds Canada inc. à 17000... Les prix rapportés sont ceux de la valeur à l'actif net...

Table of mutual funds with columns for fund name, category, and price. Includes sections for 'Fonds de placement', 'Fonds de revenu', 'Fonds de croissance', etc.

Toronto

Suite de TORONTO

Table of Toronto stock market data including various indices and individual stock prices.

Central de dépôt à 3 mois indexé

sur les variations du USD / CAD

Table of 3-month indexed deposit rates for various banks and currencies.

15%

\* taux de rendement annuel maximum

Table of investment products and services offered by BNP (Canada) with a 15% interest rate highlight.

BNP (Canada) Valeurs Mobilières Inc.

Filiale de la Banque Nationale de Paris (Canada)

Table of BNP (Canada) stock market data including various indices and individual stock prices.

Ta Z

Table of Ta Z stock market data including various indices and individual stock prices.

Distri

Table of Distri stock market data including various indices and individual stock prices.

Table of Distri stock market data including various indices and individual stock prices.

Métaux

LONDRES (AP) — Le prix des métaux au marché de Londres, hier à la fermeture, en dollars américains par tonne courte.

Bénéfices

Par la Presse canadienne Caram Manac Inc. trimestre terminé le 31 mars, 1996, 749 000\$.

Céréales

WINNIPEG (PC) — Les cours étaient variés à la clôture, hier, sur le marché des denrées de Winnipeg.

Monnaies

TORONTO (PC) — Voici les taux de devises étrangères, fournis hier par le Bureau de Montréal; ils sont en devise canadienne.

Bourse américaine

Table with columns: Titres, Div. V(100), haut, bas, fer., chang. Lists various stocks and their performance.

AVIS DE CLÔTURE DE SUCCESSION

À tous les créanciers de Kenneth Tardif, décédé le 06/04/96 à l'Hôtel-Dieu de Québec, prière de vous manifester avec documents signés à l'appui.

rendez-vous service logo and contact information.

Table with columns: 25-04-96, Comptes d'épargne, Dépôts à court terme, Certificats de placement garanti, Hypothèques. Lists various financial products and their rates.

Les taux en vigueur sont ceux que nous ont fournis les institutions financières au moment de la préparation de ce tableau. Ils sont donc sujets à révision.

\* : non rachetables ; \*\* : intérêt annuel ; + : dépôt minimal de 5000 \$.

Compilation Louise Voyer

Titres au comptoir

Table listing various stocks and their prices, including titles like Cimetex, Citidel, Comex, etc.

Pétroles

NEW YORK (AP) — Au marché de New York, le prix du Brent de la Mer du Nord a gagné 48¢ à 21 \$.

Bourses d'Asie

TOKYO (AP) — À la bourse de Tokyo, hier, l'indice Nikkei a progressé de 162,17 points pour terminer la journée à 22 282,05.

AVIS PUBLIC PROMULGATION Ville de Gaspé. Avis est par les présentes donné que le Conseil municipal de la Ville de Gaspé, à sa séance spéciale tenue le 22 avril 1996, a adopté les règlements suivants.

AVIS DE CLÔTURE DE SUCCESSION Ville de Chicoutimi. Les soumissions (dépôt 50 \$ non remboursable) seront reçues jusqu'au vendredi 10 mai 1996 à 15 h au 201, rue Racine Est, Chicoutimi (Québec) et seront ouvertes immédiatement après l'heure limite.

Municipalité du Bic. ÉTAT DU QUÉBEC MUNICIPALITÉ DU BIC VENTE PAR SOUMISSIONS. Le conseil municipal du Bic offre de vendre un camion 4x4 «International 1977».

Municipalité du Bic. ÉTAT DU QUÉBEC MUNICIPALITÉ DU BIC VENTE PAR SOUMISSIONS. Le conseil municipal du Bic offre de vendre un camion 4x4 «International 1977».

Municipalité du Bic. ÉTAT DU QUÉBEC MUNICIPALITÉ DU BIC VENTE PAR SOUMISSIONS. Le conseil municipal du Bic offre de vendre un camion 4x4 «International 1977».

Municipalité du Bic. ÉTAT DU QUÉBEC MUNICIPALITÉ DU BIC VENTE PAR SOUMISSIONS. Le conseil municipal du Bic offre de vendre un camion 4x4 «International 1977».

Municipalité du Bic. ÉTAT DU QUÉBEC MUNICIPALITÉ DU BIC VENTE PAR SOUMISSIONS. Le conseil municipal du Bic offre de vendre un camion 4x4 «International 1977».

Municipalité du Bic. ÉTAT DU QUÉBEC MUNICIPALITÉ DU BIC VENTE PAR SOUMISSIONS. Le conseil municipal du Bic offre de vendre un camion 4x4 «International 1977».

Municipalité du Bic. ÉTAT DU QUÉBEC MUNICIPALITÉ DU BIC VENTE PAR SOUMISSIONS. Le conseil municipal du Bic offre de vendre un camion 4x4 «International 1977».

AVIS GREFFE DE Me RAYMOND DERASPE, NOTAIRE. Le Comité administratif de la Chambre des notaires du Québec a accepté, le 4 avril 1996, la cession d'une partie (minute numéro 9956, datée du 23 mars 1979, à la minute 10045, datée du 28 mars 1996) du greffe de Me Raymond Deraspe, autrefois notaire à Sillery, en faveur de Me Gilles Roy, notaire à Québec.

AVIS GREFFE DE Me RAYMOND DERASPE, NOTAIRE. Le Comité administratif de la Chambre des notaires du Québec a accepté, le 4 avril 1996, la cession d'une partie (minute numéro 9956, datée du 23 mars 1979, à la minute 10045, datée du 28 mars 1996) du greffe de Me Raymond Deraspe, autrefois notaire à Sillery, en faveur de Me Gilles Roy, notaire à Québec.

AVIS PUBLIC Projet Parc éolien de la Gaspésie. Avis est donné au public qu'il lui est loisible de consulter le dossier afférent au projet susmentionné qui comprend notamment une étude d'impact sur l'environnement préparée en vertu de la section IV.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX Bibliothèque mun. de Ste-Anne-des-Monts. 120, 7e Rue Ouest Ste-Anne-des-Monts (Québec) G0E 2G0.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX Bibliothèque mun. de Matane. 230, av. St-Jérôme Matane (Québec) G4W 3A2.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX Bibliothèque mun. de Cap-Chat. 53, rue Notre-Dame Cap-Chat (Québec) G0J 1E0.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX Au BAPE à Québec: Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX Au BAPE à Montréal: Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS Dans l'affaire de la faillite de: ANDRÉ COULOMBE (221-289-459), sans emploi, domicilié au 434, chemin du Cadré, Montagny (Québec) G5V 3R8.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS Dans l'affaire de la faillite de: ANDRÉ COULOMBE (221-289-459), sans emploi, domicilié au 434, chemin du Cadré, Montagny (Québec) G5V 3R8.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS Dans l'affaire de la faillite de: ANDRÉ COULOMBE (221-289-459), sans emploi, domicilié au 434, chemin du Cadré, Montagny (Québec) G5V 3R8.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS Dans l'affaire de la faillite de: ANDRÉ COULOMBE (221-289-459), sans emploi, domicilié au 434, chemin du Cadré, Montagny (Québec) G5V 3R8.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS Dans l'affaire de la faillite de: ANDRÉ COULOMBE (221-289-459), sans emploi, domicilié au 434, chemin du Cadré, Montagny (Québec) G5V 3R8.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS Dans l'affaire de la faillite de: ANDRÉ COULOMBE (221-289-459), sans emploi, domicilié au 434, chemin du Cadré, Montagny (Québec) G5V 3R8.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS Dans l'affaire de la faillite de: ANDRÉ COULOMBE (221-289-459), sans emploi, domicilié au 434, chemin du Cadré, Montagny (Québec) G5V 3R8.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS Dans l'affaire de la faillite de: ANDRÉ COULOMBE (221-289-459), sans emploi, domicilié au 434, chemin du Cadré, Montagny (Québec) G5V 3R8.

Hydro Québec Appel d'offres pour 14 h, heure de Montréal. CTT.60010.Y le mardi 7 mai 1996. Territoire de la Baie-James. Remplacement de fondations de pylônes sur la ligne à 735 kV Lemoyne - Tilly.

Hydro Québec Appel d'offres pour 14 h, heure de Montréal. CTT.60009.A le lundi 14 mai 1996. Régions Maisonneuve, Mauricie et Manicouagan. Exécution sur demande de travaux de construction ou de modification dans divers postes de transport.

Hydro Québec Appel d'offres pour 14 h, heure de Montréal. CTT.60008.A le mardi 21 mai 1996. Région La Grande Rivière. Affrètement de terme d'un hydravion de type Beaver équipé d'un réservoir supplémentaire de moteur Bally ou Wingtip à partir d'une base située à LG-2.

Hydro Québec Appel d'offres pour 14 h, heure de Montréal. IGP.66123.A le mardi 21 mai 1996. Rouyn-Noranda. Fourniture de locaux et de services pour la réception, la manutention et l'expédition de diverses marchandises, et de leur transport et manutention vers différentes destinations sur le territoire de la Baie-James.

# OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II

Président et Éditeur GILBERT LACASSE

Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE

Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON

Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

ÉDITORIAL

## L'unité nationale par la TPS?

Il fallait être d'une naïveté infantile pour croire la promesse des libéraux fédéraux en 1993 d'abolir la taxe sur les produits et services, introduite par les conservateurs de Brian Mulroney sous le prétexte d'en faire un instrument de lutte au déficit, même s'il s'agissait déjà là d'un pieux mensonge. Elle rapporte la bagatelle de 18 milliards \$ par année dans les coffres d'Ottawa. Dans le contexte d'étranglement budgétaire actuel, aucun gouvernement ne pourrait s'en priver.

Les libéraux de Jean Chrétien n'ont jamais lésiné sur le cynisme et la démagogie pour arracher des votes — n'ont-ils pas déjà aussi promis de déchirer le traité de libre-échange avec les États-Unis — et ils trouvent toujours des êtres simplistes, y compris parmi leurs députés, pour prêter foi à pareils discours. L'annonce d'une volte-face par le ministre des Finances, Paul Martin, ne devrait donc pas étonner. Ses pirouettes sémantiques sur le véritable engagement du Livre rouge qui consistait à remplacer la TPS plutôt que l'abolir sont bien inutiles. Ce n'est en tout cas pas ce que le ministre Sheila Copps et le député John Nunziata avaient compris.

L'entente conclue entre Ottawa et trois provinces de l'Atlantique, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve est toutefois indéfendable devant les Canadiens de toutes les autres provinces. Au nom de quelle règle nos impôts devraient-ils servir à verser une compensation de 961 millions \$ à ces trois provinces, sur quatre ans, à titre de dédommagement parce que le taux uniforme de 15% qu'elles ont accepté (dont 8% leur reviendra) est inférieur aux taux combinés antérieurs? Il s'agit d'une forme de péréquation déguisée, non prévue dans les programmes de transferts actuels et non négociée entre Ottawa et l'ensemble des provinces.

Le ministre Martin a ainsi pu soudoyer des provinces économiquement fragiles pour amorcer la mise en place d'une véritable taxe nationale sur la valeur ajoutée et il amadou de cette façon une région durement touchée par la réforme de l'assurance-chômage.

Mais sur le plan politique, l'entente aliène dans les faits le pouvoir de taxation des provinces. Les trois provinces maritimes signataires ont sacrifié cette liberté pour un plat de lentilles. Le Québec, pour sa part, avait choisi d'harmoniser sa taxe de vente avec Ottawa (sans compensation) mais l'Ontario qui a entrepris de réduire ses taxes, l'Alberta et la Colombie-Britannique qui n'ont pas de taxe de vente, font les frais d'une autre manifestation de centralisation et de nivellement forcé de la part d'Ottawa. Elles auront toutes les raisons de se rebeller.

Si théoriquement un taux uniforme à travers le pays et une même assiette de taxation présentent certains avantages, ce qu'il faudra démontrer, la façon d'y parvenir choisie par M. Martin est inéquitable et brutale. Elle est de plus à contre-courant de l'autonomie et du respect des particularités locales réclamées autant dans l'Ouest qu'au Québec. L'unité nationale ne se développera par l'uniformité des taxes.

La formule convenue présente par contre des avantages dont le Québec devrait s'inspirer. La taxe sera incluse dans les prix affichés sur les différents articles mais le consommateur pourra la retracer sur sa facture. Cela demeure transparent. L'administration sera beaucoup plus simple et moins onéreuse parce que centralisée et le fardeau pour les entreprises sera moins lourd. Mais évidemment, pour le gouvernement québécois, profiter de ces derniers avantages équivaudrait à reconnaître un caractère de permanence au régime...



J.-Jacques Samson

Une grave injustice pour les autres provinces



CARREFOUR DES LECTEURS

### Trop d'infirmières

SECOR a récemment estimé qu'il y aura un surplus de 15 000 infirmières en l'an 2000 si aucun ajustement n'est apporté aux inscriptions en sciences infirmières. Cet estimé a été vivement critiqué par les syndicats des enseignants. Le modeste contingentement récemment annoncé par le gouvernement diminuera ce surplus à 14 000 infirmières en l'an 2000, un impact mineur sur la situation. Rappelons brièvement les bases qui ont servi à estimer l'ampleur de la crise actuelle.

— le nombre d'infirmières et infirmiers sans emploi actuellement  
— l'impact de la réforme de la santé sur la main-d'oeuvre  
— le nombre d'étudiants en sciences infirmières qui graduent chaque année au cégep

Contrairement à ce qu'affirme Oliva Bouchard, président de la FNEEQ-CSN, il n'existe absolument aucun lien entre le surplus de 15 000 infirmières estimé et nos hypothèses quant au nombre de lits en l'an 2010, encore moins avec un éventuel transfert d'actes médicaux vers les infirmières. Le moratoire sur les inscriptions au cégep n'a aucun lien non plus avec l'imposition d'une formation universitaire comme point d'entrée à la profession. Le problème est beaucoup plus simple. L'offre d'infirmières augmente à un rythme de 2% par année alors que la demande est en chute libre.

Que suggérer aux étudiants et étudiantes qui, ayant investi trois ans d'études ont de faibles chances d'exercer leur profession? Est-il plus acceptable de proposer à ces milliers de jeunes de se réorienter qu'à leur enseignants? Rien ne sert de tuer le message, nous devons regarder la réalité en face et assumer nos responsabilités sociales vis-à-vis de la nouvelle génération. Danielle Lareau, Marcel Côté, Joanne Castonguay, Groupe SECOR

### Chapeau au drapeau

C'est avec un immense chagrin et ressentiment que j'ai vu tout dernièrement à la TV un reportage dans lequel trois anciens combattants de guerre 1939-1945 vont hisser tôt le matin le drapeau du Canada devant l'hôtel de ville de Québec parce que le maire L'Allier, non seulement refuse qu'on le hisse mais le fait descendre une heure plus tard. Ce manque de civisme, ce manque de respect, du maire à l'égard de tous

les anciens combattants canadiens, mais encore plus de ceux de sa ville et de sa région, est aberrant. C'est cette arrogance, ce manque de civisme qui font que parfois j'ai honte d'être et de me dire québécois francophone.

Ce qui me surprend aussi, c'est que d'autres vétérans de la région ne soient pas allés supporter ces trois hommes. Je pense aux vétérans du Royal 22e et du 4e Régiment d'artillerie moyenne (unité francophone) dont 30% des officiers et artilleurs venaient de la région. À ces trois vaillants vétérans, je lève mon chapeau! Nos journaux du 15 avril nous parlent d'un mémoire de maîtrise de Jean-François Pouliot, de l'Université de Québec à Montréal, qui dit que la majorité des volontaires du Royal 22e qui ont perdu la vie pendant la guerre de 1939-1945 avaient affirmé vouloir servir par patriotisme. Plusieurs d'entre nous avons même pensé aller secourir la France et l'Angleterre. Ceux qui ont laissé leur vie doivent se retourner dans leur tombe, en constatant le chauvinisme du maire L'Allier, premier magistrat d'une ville qui vit beaucoup du tourisme canadien et anglophone.

Roger Lalonde  
Baie D'Urfé

### Guerre aux oies

Incrédule, j'ai dû relire plusieurs fois une nouvelle du SOLEIL du 18 avril: «À l'assaut des oies blanches». Comme je ne suis pas chasseur d'oie et donc pas très au courant des lois et règlements concernant cet animal, j'émetts mon opinion comme simple citoyen.

J'ai de la difficulté à imaginer la situation: contrairement aux chevreuils de la Gaspésie, nous avons cette fois-ci un problème de surpopulation. J'émetts une hypothèse: nos biologistes provinciaux et fédéraux ne possèdent pas la science exacte. Mais quelle est leur moyenne au bâton? (Je fais référence aux poissons de l'Atlantique!). Je sais bien que c'est toujours les mauvais coups qui font les manchettes... mais quels sont les bons coups?

On mentionne aussi un programme de recrutement de «bénévoles». Est-ce que ces personnes seront payées? L'utilisation du mot «bénévoles» est-il approprié? Si, en retour de leurs efforts, ils sont récompensés, alors j'ai hâte de poser ma candidature. À moins qu'on utilise (dévie) un programme pour assistés sociaux. J'aimerais proposer une solution (désolé, je ne suis pas biologiste et je n'ai pas toutes les données qu'ils ont accumulées sur

leurs bureaux ainsi que leurs connaissances): une chasse printanière pour l'oie. L'objectif de faire peur aux oies serait ainsi atteint, et cela aiderait l'économie des régions. Pourquoi ne pas augmenter la limite de prises par jour, par chasseur? Mais, surtout, éviter de favoriser encore plus un groupe particulier (par exemple les Hurons) ou d'imposer des lois qui pénaliseraient seulement le Québec, comme c'est le cas pour pour l'outarde-bernaque/Québec-Ontario!

Dans LE SOLEIL du 19 avril, on écrit que l'acharnement sur les oies pourrait les faire se déplacer vers d'autres lieux, comme de Montmagny vers la Beauce. Mais la chasse faite à l'automne devrait pourtant avoir les mêmes conséquences... J'attends avec impatience des précisions dans les médias. Je trouve que les gens de la SCF-Environnement Canada se comportent comme des amateurs dans ce dossier.

Michel Couture  
Charny

### Domage pour le privé

La ministre Pauline Marois répète que les coupures vont être sévères l'an prochain à l'enseignement privé. Ces politiciens veulent la mort des collèges privés au profit des institutions publiques.

Mon épouse et moi sommes de ceux qui ont fait des sacrifices afin que nos enfants poursuivent leurs études au privé dans le but de leur donner en héritage la formation, la discipline, le suivi et la qualité de cet enseignement alors que les professeurs prenaient à coeur la réussite de leurs élèves.

Il est dommage que des couvents réputés tels que Bellevue, St-Damien et combien d'autres n'existent plus. Nos politiciens sont certainement conscients que les coûts sont plus élevés au public qu'au privé. J'espère que les collèges qui demeurent pourront résister aux décisions négatives des politiciens.

Paul Garneau  
Sainte-Foy

VOUS POUVEZ FAIRE PARVENIR vos lettres à l'adresse suivante:  
Carrefour des lecteurs,  
Journal LE SOLEIL,  
925 chemin Saint-Louis, c.p. 1547,  
Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6  
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit d'éditer et d'abréger ces lettres au besoin.

## Santé-Canada et le syndrome du « fromage fou »

Raynald Banville  
Sainte-Foy

Après la vache folle, le «fromage fou». C'est pour quand alors le «dulton débilant» de chez Ashton? Ces derniers temps, en effet, le diable est aux vaches au royaume des aliments. Les British ont leurs bovins enragés; nous, on a le fromage tueur.

C'est ce que nous disent, en tout cas, les bons fonctionnaires de Santé Canada. Le coupable? Le fromage au lait cru, le summum de la gastronomie en fait de fromages. Du fromage mou qui pue, qui coûte un bras, mais pour lequel on se damne volontiers, si j'ai bien compris, pour peu qu'on soit «yuppy». C'est tout ce que j'en sais, car j'en ai à peine goûté. Mon nez, comme mes papilles, en gardent cependant un mémorable souvenir...

C'est la listeria, une bactérie, qui est en cause. Elle élit volontiers domicile chez le malheureux et puant fromage. Une seule personne en serait morte au Canada, en 61 ans, dit-on. La question de ces intoxications alimentaires au fromage cru est à vrai dire très peu documentée, trop peu en tout cas pour justifier la psychose ambiante. Mais il y aurait des preuves, paraît-il...

### UN '12 POUR TUER UNE MOUCHE

La réaction de Santé Canada étonne. On sort le '12 pour tuer une mouche! Le fromage au lait cru sera en effet banni des marchés à la mi-juin si le nouveau règlement sur les aliments et drogues est adopté. A-t-on interdit le steak haché, qui cause la maladie du hamburger, ou le poulet et le porc, qui peuvent communiquer

la salmonellose? On ingurgite autant de Big Mac que jamais, on déguste le cochon «cochon», on se farcit de poulet à toutes les sauces. Et je ne dis rien des moules, du sushi ou des champignons... Pas d'interdictions pourtant! Pourquoi alors faire un plat de tous ces fromages mous? Qu'on nous prévienne, voilà tout; les amateurs n'auront qu'à se le tenir pour dit. Ils sont d'ailleurs des millions de par le monde qui en consomment, qui sont tous bien portants, sinon joufflus et bienheureux.

### OTTAWA EN PLEINE PSYCHOSE

Santé Canada nage en pleine psychose, l'histoire folle des non moins fous bovidés anglais aidant. Rien n'est plus insondable, en effet, qu'une décision de fonctionnaires, mais cel-

le-là l'est plus encore, tellement elle soulève un tollé de protestations unanimes. C'est à ce point vrai que le ministre titulaire de Santé Canada, un insigne inconnu du nom de Dingwall, qui dit ironiquement aimer ces fromages, annonce qu'il faudra maintenant tenir des consultations, obtenir l'avis d'experts. Et dire qu'on nous disait avoir des preuves... Pourtant, on consomme ces fromages au pays depuis 1991 et depuis encore plus longtemps en Europe.

Il n'est pas inintéressant de savoir que le Québec est le haut-lieu de la consommation et maintenant de la fabrication de ce fromage au Canada. Je dirais, pour faire de l'esprit de 195-

tine, qu'il s'agit même du «foyer principal de la culture bactérienne fromagère de lait cru de tradition française en Amérique». Comme quoi, au rayon de l'agro-alimentaire, les Québécois ont su se découvrir un goût «distinct» et se fabriquer une industrie qui ne l'est pas moins, à l'image de leur terroir.

### Si Ottawa persiste, adieu à toute l'industrie naissante plaçant le Québec sur la carte

Mais si Ottawa persiste dans son intention aveugle, adieu veau, vache et fromages! Adieu également à toute cette industrie naissante, mais respectable, qui donnait de la plus-value à nos fromages et plaçait le Québec sur la carte de la gastronomie agro-alimentaire. Mais voilà sans doute, à Ottawa, une préoccupation qui ne vaut même pas un fromage...

# OPINIONS

## Cherchez l'erreur

**A**u lendemain du référendum, pratiquement tout le monde au PQ était d'accord: les résultats décevants du OUI dans la région de Québec étaient attribuables au moins en partie aux promesses faites aux fonctionnaires fédéraux.

Ce n'était certainement pas la seule raison. Le camp souverainiste a également connu des problèmes d'organisation chroniques dans la capitale.

N'empêche que la présidente du Syndicat de la fonction publique québécoise (SFPQ), Danielle-Maude Gosselin, était la première à admettre que la garantie d'emploi donnée aux fonctionnaires fédéraux avait pu inquiéter certains de leurs collègues provinciaux.

En contrepartie des votes perdus à Québec, le OUI n'a pourtant réalisé aucun gain dans l'Outaouais. Au contraire, son score y a été encore plus faible qu'en 1980.

Les mêmes causes produisant généralement les mêmes effets, on aurait pu s'attendre à ce que le PQ rajuste le tir à l'occasion du congrès national de novembre prochain.

Ce n'est pourtant pas ce qu'on croit comprendre à la lecture de la « proposition principale » préparée par la direction du parti, qui a été rendue publi-

que lundi. « Le gouvernement s'assure que les autres fonctionnaires et autres employés du gouvernement du Canada ou de ses agences et organismes qui ont été nommés avant la date d'accession à la souveraineté puissent devenir des fonctionnaires ou employés du gouvernement du Québec s'ils en expriment le désir ».

À voir ce qui se passe au PQ ces temps-ci, il est vrai que le programme officiel du parti semble n'être qu'un des nombreux éléments dont le premier ministre Bouchard tient compte avant de prendre une décision. Et pas nécessairement le plus important.

Ça vous surprendra peut-être, mais il y a encore des gens assez naïfs pour croire que les engagements pris par un parti politique ont une certaine valeur!

Pas si vite, a cependant prévenu le 2e vice-président du PQ, Fabien Béchard. Il n'y a pas de garantie absolue, tout ça pourra être réévalué en temps opportun. Ah bon!

Il est en effet précisé à la page suivante de la « proposition principale » que « la composition et le niveau de l'effectif de la nouvelle fonction publique tiendront compte des réalités nouvelles des deux fonctions publiques agissant sur le territoire du Québec ».

On tente manifestement de résoudre,



Michel David

en énonçant cette évidence, la contradiction fondamentale entre la promesse d'intégration faite aux fonctionnaires fédéraux et le discours sur les faibles économies qui résulteront de l'élimination d'un des deux niveaux de gouvernement.

Ça laisse quand même entière la question qui hantait les fonctionnaires provinciaux l'automne dernier: est-ce que quelqu'un à Québec va perdre son emploi au profit d'un fonctionnaire fédéral? Personne à Québec, ni à Hull, n'avait été convaincu par l'argument voulant que la différence entre la proportion de Québécois dans la fonction publique fédérale (18%) et son poids démographique dans l'ensemble canadien (25%) permettrait de dégager une marge de manoeuvre suffisante pour

embaucher tout le monde.

Le même raisonnement est pourtant repris dans la nouvelle version du programme, avec les mêmes « contrats de solidarité » visant à assurer aux diverses régions le maintien du niveau d'emploi dans l'administration publique dont elles bénéficient dans le régime actuel.

À l'heure où tous les gouvernements compriment massivement leurs dépenses, pourquoi ce qui semblait irréaliste l'an dernier serait-il plus crédible dans trois ou quatre ans? Surtout qu'on insiste encore davantage sur la décentralisation et régionalisation des services gouvernementaux, qui créaient déjà de l'inquiétude à Québec.

On maintient par ailleurs les dispositions visant à faire de l'Outaouais, avec Québec et Montréal, un des trois centres de l'administration publique, « en y décentralisant des fonctions de ministères, sièges sociaux, sociétés, directions, commissions, conseils, offices, régies, organismes et bureaux du gouvernement du Québec ».

La décentralisation est sans doute une excellente chose. Il est également normal de maintenir des fonctions administratives importantes dans l'Outaouais, mais on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs.

Il faut donc s'attendre à ce que des gens soient forcés de déménager dans la charmante ville que décrivait l'an dernier la députée bloquiste Suzanne Tremblay.

À ce chapitre, il faut reconnaître que le programme est déjà d'une parfaite transparence. Un comité interministériel verra à ce que les transferts d'activités s'effectuent de manière ordonnée. On a prévu de nouveaux programmes de formation, des mesures visant les changements de résidence, l'hébergement temporaire, le transport, etc. Toutes ces dispositions sont maintenues intégralement.

Un des grands mystères de la dernière campagne référendaire demeure à mon sens le silence absolu du camp souverainiste sur les avantages que Québec pourrait retirer en devenant la capitale d'un pays souverain. « Y compris une résidence pour le chef de l'État », précise le programme du PQ.

En attendant le jour où l'avenue des Braves sera rebaptisée « avenue Jacques-Parizeau », le premier ministre Bouchard devrait peut-être aviser officiellement la Chambre de commerce de ses intentions concernant la résidence du 1080, parce que la situation actuelle commence à devenir un peu ridicule. De toute façon, le programme...

## Le TGV au Québec: un stade olympique sur rail!

Michel Labrecque

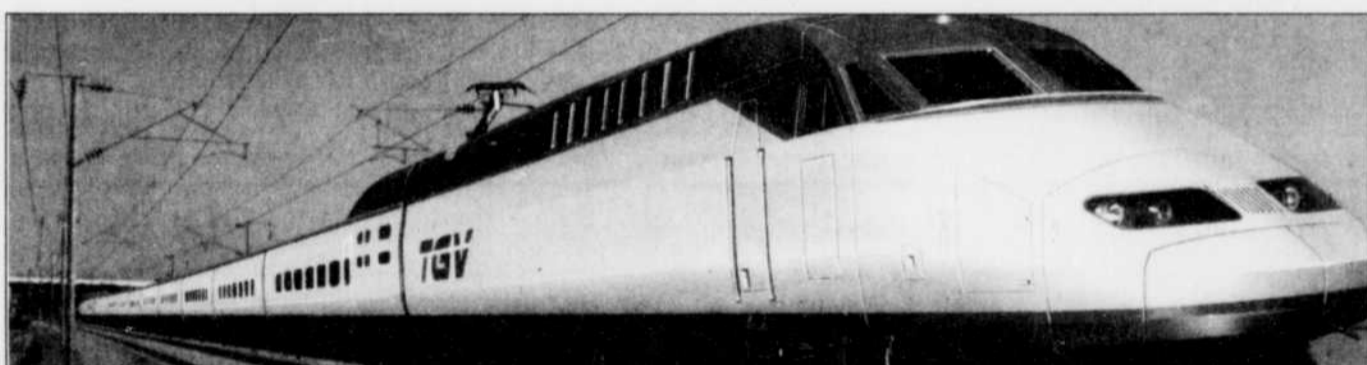
Président du Groupe Vélo

Au cours du sommet socio-économique de Québec une idée séduisante a refait surface, celle d'un TGV canadien. C'est un projet qui ne date pas d'hier et qui ressemble au projet de train rapide Montréal-New York du maire Jean Drapeau dans les années 70.

« L'avion sur rail », clame-t-on, est, entre autres, la solution aux bouchons sur les autoroutes; le TGV relierait le centre-ville de Montréal à celui de Toronto plus rapidement qu'un avion, si l'on calcule les temps d'attente et de déplacement entre les aéroports et les centres-villes. Pour le prouver, de nombreuses études de faisabilité et de faisabilité — comme autant de poules aux oeufs d'or — accouchent de tableaux tous aussi concluants les uns que les autres.

On veut nous convaincre maintenant qu'il est plus sensé d'investir des milliards dans l'un TGV reliant Montréal et Toronto que d'aménager un transport en commun entre un aéroport et son centre-ville, chose que l'on a été incapable de faire au cours des 20 dernières années entre Mirabel et Dorval, Dorval et Montréal ou Pearson et Toronto. D'ailleurs, un certain nombre de questions fondamentales ne trouvent jamais réponses, ensevelies qu'elles sont sous les chiffres.

Reste-t-il encore, au Québec comme au Canada, une culture du train de passagers? Mis à part le corridor Québec-Windsor, qui est le plus fréquenté, le service ferroviaire a, pour ainsi dire, disparu des régions. À quelques exceptions près, les trains de passagers sont lents, vétustes, inconfortables et souffrent de nombreux retards, les trains de marchandises ayant souvent priorité sur les trains de passagers. Sans subventions, ils n'arriveraient pas à concurrencer l'autobus et l'avion. Même si, au siècle dernier, le train a cimenté l'unité du Canada et a contribué à son essor, aujourd'hui le chemin de fer compte pour à peine plus de 1% des déplacements de passagers. Au bout du



« Ayons au moins l'honnêteté d'avouer que le projet de TGV n'est pas un projet de transport des personnes mais plutôt un projet de création d'emplois, et que le TGV, c'est aussi une subvention déguisée de recherche et développement, faite sur mesure pour notre fleuron industriel, Bombardier. »

compte, nous en sommes à la deuxième génération de Canadiens qui ne l'ont jamais pris. Reconnaissons-le, la culture du train a disparu.

Peut-on regagner une clientèle qui a abandonné le train depuis 30 ans? Aujourd'hui, l'automobile règne dans 84% des ménages canadiens. Trois provinces canadiennes comptent plus de ménages possédant trois voitures que de ménages n'en ayant aucune. Et il est maintenant clairement démontré que, lorsque l'on possède une voiture (à plus forte raison deux ou trois), la seule façon de la « rentabiliser » c'est de l'utiliser le plus souvent possible.

Peut-on attirer gens d'affaires et banlieusards à ce mode de transport, alors que nombre d'études ont démontré que les automobilistes n'évaluent leurs coûts de déplacement qu'en fonction des déboursés directs, « out of the pocket money »?

Rappelons que le prix du litre d'essence est à son plus bas niveau des 50 dernières années (en dollar constant) et que les péages sur nos autoroutes ont disparu, tandis qu'en Europe, berceau des trains à grande vitesse, certains pays ont imposé une majoration de 150% du prix du litre d'essence et qu'il en coûte 10 e/km pour circuler sur plusieurs autoroutes.

Que doit-on faire pour inciter les automobilistes à adopter le train? Il faudrait non seulement un sérieux effort de mo-

dernisation du matériel ferroviaire mais également corriger l'état critique l'intermodalité entre nos systèmes de transport. Ainsi, à Paris, les passagers qui arrivent de Lyon par le TGV peuvent immédiatement emprunter le métro, le RER et bientôt Météor. De leur côté, les Grenoblois qui veulent se rendre à Paris peuvent prendre un TGV à la gare de Grenoble où il passera en grande vitesse à partir de Lyon. Peut-on en dire autant ici?

Une fois arrivés à destination, comment les gens vont-ils se rendre à leurs rendez-vous? Encore là, le choix de se rendre d'une ville à l'autre en voiture dépendra souvent des nombreux déplacements que les gens d'affaires auront à faire à destination.

Quant au tracé, pourra-t-il ne pas passer par Ottawa? Laval voudra aussi sa gare et de préférence à celle du centre-ville de Montréal. Il y a tellement plus de terres agricoles pour y construire de beaux stationnements que dans le centre-ville de Montréal. En fait, chaque ville « exigera » la sienne.

Jetons un coup d'oeil en France. Le proverbe veut que chaque ville voulait une gare, mais aucune ne voulait des rails, car le TGV comporte certains inconvénients, dont celui du bruit. N'eussent été de l'extrême concentration des pouvoirs à Paris en ce qui concerne l'aménagement du territoire et sa capacité d'expropriation, du dynamisme de

la SNCF des investissements colossaux de l'État en recherche et développement avec GEC-Alsthom, du contrôle de la tarification aérienne pour éviter de perdre des usagers du train au profit de l'avion pendant la phase de développement et d'implantation, des taxes sur l'essence, du contrôle du prix des péages autoroutiers (autoroutes privées par ailleurs), le TGV n'aurait jamais vu le jour.

Ici on se contente de faire faire l'analyse des impacts économiques d'un tel projet par ses promoteurs sans analyser le contexte géopolitique et social qui a permis sa mise en service en Europe.

Pas étonnant que l'on conclue qu'il s'agit du projet de cette fin de siècle. Ce n'est pas parce que l'on trouve ça merveilleux de prendre les trains rapides européens (Inter City 125, TGV, ABB) lorsque nous y sommes, pour qu'il faille conclure à la faisabilité du projet ici, bien au contraire.

Ayons au moins l'honnêteté d'avouer que le projet de TGV n'est pas un projet de transport des personnes mais plutôt un projet de création d'emplois, tout comme le projet Hibernia n'en est pas un d'extraction pétrolière. Que le TGV, c'est aussi une subvention déguisée de recherche et développement, faite sur mesure pour notre fleuron industriel,

Bombardier. Ce qui n'est pas si bête par les temps qui courent. Le Québec qui ne retire presque aucun bénéfice économique de l'industrie automobile (et camionnière...), concentrée en Ontario, ou de l'extraction pétrolière concentrée dans l'Ouest, a donc probablement intérêt à lancer un tel projet.

Mais j'y pense, si le projet de TGV cherche à créer des emplois et à offrir des subventions indirectes en recherche et développement à Bombardier, alors pourquoi ne lancerait-on pas un vaste programme de développement des transports en commun et des transports durables?

Le Québec pourrait innover en réalisant des systèmes de transports collectifs efficaces et attrayants (tramways, trolley-bus, train léger de surface, train de banlieue, VAL). Le Québec pourrait innover dans le développement de l'intermodalité, plus communément appelé le « cocktail-transport ». N'a-t-on pas dans ce domaine une industrie qui ne demande qu'à se développer en interreliant le taxi au covoiturage, à la location automobile, au vélo et à la marche, pour offrir une alternative souple, rapide, économique et environnementalement acceptable à l'automobile individuelle.

Comme le Québec est la moins motorisée des provinces canadiennes, elle a donc tout avantage à développer des systèmes de transport qui diminueraient son solde énergétique déficitaire et créeraient même un « modèle » québécois des transports. C'est sans doute là une aussi bonne idée de relance économique que celle du TGV, mais elle a sans doute pour défaut de ne pas être assez flamboyante pour intéresser nos politiciens et insuffisamment « Hi-tech » pour intéresser nos technocrates.

Le TGV, lui, est beau, moderne, il a été conçu par des Français et il risque de ressembler à... un stade olympique sur rail!

### Le Québec pourrait innover en réalisant des systèmes de transport efficaces

énergétique déficitaire et créeraient même un « modèle » québécois des transports. C'est sans doute là une aussi bonne idée de relance économique que celle du TGV, mais elle a sans doute pour défaut de ne pas être assez flamboyante pour intéresser nos politiciens et insuffisamment « Hi-tech » pour intéresser nos technocrates.

Le TGV, lui, est beau, moderne, il a été conçu par des Français et il risque de ressembler à... un stade olympique sur rail!

## VENDEZ, ACHETEZ ET GAGNEZ

AVEC LES ANNONCES CLASSÉES AUTOMOBILES DU SOLEIL

Trouvez «voiture à votre prix» ou offrez «l'occasion de la semaine»!

### À GAGNER

Chaque semaine, pendant 6 semaines, un acheteur et un vendeur chanceux se partageront 500\$ en argent pour une valeur de 3000\$

### COMMENT PARTICIPER:

Faites l'achat ou vendez une voiture d'occasion par l'entremise des Annonces classées du Soleil entre le 23 avril et le 14 juin 1996. Le véhicule devra avoir été annoncé dans les annonces classées entre le 23 avril et le 14 juin 1996.

Remplissez le coupon de participation publié dans Le Soleil et joignez-y une photocopie des certificats d'enregistrement du véhicule acheté, celui du vendeur et celui de l'acheteur. Postez votre coupon ou déposez-le à l'adresse indiquée. La date limite pour la réception du coupon est le 14 juin 1996 à 16h. Les coupons sont cumulatifs et les tirages hebdomadaires auront lieu les vendredis 10, 17, 24, 31 mai, 7 et 14 juin à 16h, parmi tous les coupons reçus.

CHACQUE SEMAINE  
**500\$**  
EN ARGENT  
À GAGNER

RABAIS DE  
**50%**  
sur les  
ANNONCES CLASSÉES  
AUTOMOBILES  
686-3311

Postez votre coupon à: Concours «VENDEZ, ACHETEZ ET GAGNEZ», Le Soleil, C.P. 15170, Québec (Québec) G1K 7X2 ou déposez-le au quotidien Le Soleil, 925, chemin Saint-Louis, Québec.

#### ACHETEUR:

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Ville: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_  
Tél. rés.: \_\_\_\_\_ bur.: \_\_\_\_\_

#### VENDEUR:

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Ville: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_  
Tél. rés.: \_\_\_\_\_ bur.: \_\_\_\_\_

Les règlements du concours sont disponibles au quotidien Le Soleil. Seuls les fac-similés entièrement reproduits à la main seront acceptés. Les gagnants devront répondre à une question d'habileté mathématique.

LE SOLEIL  
**686-3311**

### Ralentissement des ventes au détail

OTTAWA (PC) — Après avoir progressé durant trois mois, les ventes au détail ont commencé à ralentir en février.

Les ventes au détail ont augmenté très légèrement de 0,1% en février dernier, par rapport à janvier, totalisant 17,8 milliards \$, a révélé hier Statistique Canada.

Les ventes d'automobiles et de camions ont fait un bond considérable de 1,7%, alors que les autres secteurs de l'industrie ont accusé un recul de 0,4%. Des diminutions ont également été signalées principalement dans le secteur des magasins d'alimentation.

Au Québec, les ventes ont fléchi de 0,4%, et en Ontario, le recul a été de 2%.

Les prévisions pour le mois de mars ne sont pas encourageantes, indique par ailleurs l'agence fédérale, à cause d'une diminution des ventes d'automobiles neuves et dans les grands magasins.

### Hollinger rachètera 36% des actions du Telegraph

TORONTO (PC) — Hollinger International, le groupe d'entreprises de presse que dirige l'homme d'affaires Conrad Black, affirme qu'il rachètera la part des actionnaires minoritaires dans le London Telegraph et que le coût de cette opération pourrait dépasser 600 millions \$.

Hollinger est déjà propriétaire de 64% de la compagnie Telegraph PLC, qui publie le quotidien britannique et détient un intérêt dans la maison d'édition australienne John Fairfax Holdings.

Hollinger a déclaré hier qu'elle avait accepté d'acquiescer les 36% restants de Telegraph au prix de 8,40 \$ US l'action, plus un dividende spécial de 15¢ par action.

## Fraudes à la hausse dans les entreprises

Un des effets de la « rationalisation »

SUZANNE DANSEREAU  
Presse canadienne

■ TORONTO (PC) — L'un des effets pervers de la rationalisation dans les entreprises est qu'elle augmente les risques de fraudes, indique une étude rendue publique hier.

Et contrairement à la perception populaire, le fraudeur typique n'est pas celui qui est en haut de l'échelle et qui gagne plus de 100 000 \$ par année, mais plutôt un employé relativement jeune qui gagne un salaire annuel de moins de 50 000 \$.

Ces données font partie d'une enquête annuelle effectuée par la firme de comptables KPMG auprès des 290 entreprises canadiennes.

Selon l'enquête, les dirigeants d'entreprises craignent de plus en plus que la rationalisation augmente les risques de fraudes, et ce pour deux raisons, explique l'un des auteurs de l'enquête, James Hunter.

#### EMPLOYÉS MOINS LOYAUX

« D'abord parce qu'il y a moins de supervision et de contrôles internes, et ensuite parce que lorsque les entreprises se mettent à couper des jobs, les employés se sentent moins loyaux. Et dans le difficile contexte économique actuel, ils hésitent moins à voler l'entreprise s'ils sont acculés au pied du mur », avance M. Hunter.

En 1994, l'enquête de KPMG indiquait que 35% des dirigeants d'entreprises craignaient une augmentation de la fraude à cause de la rationalisation. Cette année, ce chiffre est passé à 50%.

D'autre part, les auteurs de l'enquête ont été « surpris » de constater que

le fraudeur type est de sexe masculin (63%) âgé de 26 à 40 ans (57%) et gagne moins de 50 000 \$.

« Le public entend surtout parler des dirigeants d'entreprises qui se sautent avec des millions \$ mais la triste réalité est que le fraudeur est un simple employé qui essaie de joindre les deux bouts », explique M. Hunter. « C'est triste ».

Autre élément à signaler, 73% des dirigeants d'entreprises ont dit craindre que l'informatisation n'augmente le nombre de fraudes.

Selon M. Hunter, les ordinateurs sont tellement sophistiqués maintenant que la contrefaçon de chèques devient un jeu d'enfant.

L'enquête de KPMG indique par ailleurs que le montant des fraudes rapportées cette année a chuté à 39 millions \$, comparativement à 121 millions \$ l'an dernier.

Mais les auteurs de l'étude disent qu'il est impossible de tirer des conclusions solides de cette baisse, car les dirigeants d'entreprises ne sont pas obligés de rapporter ni les fraudes, ni leur montant.

Les auteurs de l'étude ne peuvent pas dire non plus si le nombre de fraudes a baissé ou augmenté.

En 1995, 55% des dirigeants d'entreprises ont rapporté des fraudes. Cette année, ce pourcentage a décliné légèrement à 52%.

## ENTREPRISES

■ Une hausse des tarifs téléphoniques a aidé BCE à enregistrer un bénéfice de 254 millions \$ au cours du premier trimestre, comparativement à 155 millions \$ durant la même période, un an auparavant, a annoncé hier l'entreprise. Les revenus totaux pour le trimestre ont crû de 11% pour s'établir à 6,1 milliards \$. La contribution de Bell Canada au premier trimestre a été de 155 millions \$, comparativement à 98 millions \$ pour la même période en 1995.

■ La Compagnie des chemins de fer nationaux a enregistré un bénéfice de 98 millions \$ au cours de son premier trimestre depuis qu'elle est devenue une compagnie privée, comparativement à 77 millions \$ durant la même période un an auparavant. Ceci ne comprend pas les charges exceptionnelles et les bénéfices occasionnels, ce qui a fait tomber le revenu net à 82 millions \$ pour le trimestre, soit en baisse de 34% par rapport à 124 millions \$ en 1995.

■ Produits forestiers Alliance inc. a annoncé hier un bénéfice net de 20,6 millions \$, soit 1,18 \$ par action ordinaire, pour le trimestre terminé le 31 mars 1996, comparativement à 17,3 millions \$, ou 97¢ par action ordinaire, pour le trimestre terminé le 31 mars 1995. Les ventes nettes ont pour leur part atteint 112,5 millions \$ comparativement à 82,7 millions \$ en 1995.

■ DuPont Canada a annoncé hier un bénéfice net de 45,8 millions \$, ou 49¢ l'action, sur des ventes nettes de 432 millions \$ pour le premier trimestre de l'année. Légèrement plus élevé que prévu, ce bénéfice représente une hausse de 11% par rapport au trimestre précédent, mais une diminution de 13% par rapport au bénéfice record du premier trimestre de 1995. Les ventes nettes de 432 millions \$ représentent une baisse de 10% par rapport

aux 482 millions \$ de l'an dernier.

■ Lors de son assemblée annuelle tenue hier à Montréal, la société Cantel a annoncé la signature d'un accord avec RadioShack Canada en vertu duquel Cantel augmentera considérablement son réseau de distribution au détail et en gros. Cantel construira plus de 100 magasins dans les grands centres commerciaux. RadioShack se chargera de la gestion de la plupart de ces magasins, alors que les concessionnaires Cantel s'occuperont des autres.

■ Rogers Cantel Mobile Communications inc. (RCMB) à la Bourse de Toronto; RCN à la Bourse de New York) a annoncé hier ses résultats pour le trimestre terminé le 31 mars 1996. Le total des revenus a augmenté de 24,6% passant de 191,9 millions \$, à la période de l'exercice précédent, à 239 millions \$ pour la période en cours.

■ Groupe Kaufel Ltée a annoncé hier ses résultats consolidés des six premiers mois de l'exercice en cours. Les ventes du semestre terminé le 29 février 1996 se sont accrues de 8%, passant à 101,3 millions \$ en regard de 93,4 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Les bénéfices nets totalisaient par contre 2,4 millions \$, ou 13¢ l'action, en regard de 3,9 millions \$, ou 21¢ l'action, pour la même période de l'exercice précédent.

■ Westburne inc. a annoncé hier au cours de son assemblée annuelle une augmentation de 14% de son bénéfice net au premier trimestre de 1996. Les ventes de 458,8 millions \$, contre 483,3 millions \$ l'an dernier, représentaient une baisse de 5% qui s'est cependant traduite par un bénéfice net de 1,5 million \$, contre 1,3 million \$ pour le même trimestre l'an dernier. Westburne affirme que la baisse de ses ventes a été compensée par un ajustement de ses coûts.

### EN BREF

#### Gagnants du Mérite Stellaris

La Chambre de commerce de Charlesbourg a dévoilé en fin de semaine les gagnants du Mérite Stellaris 1996. Dans la catégorie « Jeune entreprise », le trophée a été remis à la compagnie Bernier, Renaud et Associés. Dans la catégorie « Entreprise de service », le prix a été accordé à Irisco du Québec. Le prix de la catégorie « Commerce de détail » a été attribué à Charlesbourg Toyota. Dans la catégorie « Restauration ou traiteur », le trophée a été décerné à Les Buffets Maison Enr. Enfin, le trophée de la personnalité de l'année a été accordé à M. Michel Otis, de Photo Otis.

#### Jeune entreprise de l'année

La firme de communication et marketing Bernier, Renaud et Associés, de Charlesbourg, vient d'obtenir le titre de jeune entreprise de l'année dans le cadre du gala Mérite Stellaris organisé par la Chambre de commerce de Charlesbourg. Fondée il y a deux ans, la jeune PME compe trois employés à temps plein et une dizaine à temps partiel.

#### SDS accrédité ISO 9001

La compagnie de consultants SDS informatique vient d'obtenir son accréditation à la norme internationale ISO 9001. L'entreprise qui réalise des plans directeurs de systèmes d'information organisationnels, des travaux d'architecture de données pour la mise en place de systèmes informatiques et les études préliminaires de développement peut offrir un gage supplémentaire de qualité dans les mandats qu'elle réalise grâce à cette accréditation. L'entreprise, qui a des bureaux à Québec et à Montréal, peut donc satisfaire les exigences gouvernementales.

### RESTAURANT À VENDRE

400 places, reprise de faillite, prix très compétitif. Nouvellement aménagé, tout équipé. Secteur Masson-Hamel (Québec)

622-8253 / 563-1484

A. Jolin

Mode, chaussures, accessoires, cosmétiques, articles de bébé, bagages, meubles, appareils

# SEARS AUJOURD'HUI

électroniques, literie, salle de bains, quincaillerie, rénovation, gros électroménagers

**Rabais 30%**  
MAGNÉSCOPE SEARS 4 TÊTES

Programmation facile à utiliser, trilingue. Sears ord. 279,99. Ch. 249<sup>99</sup>

N° 30405



**Rien que 699<sup>99</sup>**  
TÉLÉCOULEUR STÉRÉO JVC® 27"

Tube cathodique super-sombre, expansion du niveau de noir et plus encore. Sears ord. 749,99. N° 14545



**JVC**

**Rien que 399<sup>99</sup>**  
TÉLÉCOPIEUR/TÉLÉPHONE SANYO

Modèle compact à coupe-papier automatique, alimentation automatique jusqu'à 10 pages. N° 16700



**SANYO**

**Rien que 849<sup>99</sup>**  
TÉLÉCOULEUR STÉRÉO SONY 27"

Avec tube cathodique Triniton exclusif noir, son MTS stéréo et haut-parleurs à chambre acoustique dynamique. N° 14545



**SONY**

**LES MARQUES DE VOTRE CHOIX À VOTRE MAGASIN DE CONFIANCE.**

**Rien que 549<sup>99</sup>**  
TÉLÉCOPIEUR PANASONIC

Mémoire jusqu'à 22 pages, convient au papier thermosensible. N° 16701



**Panasonic**

**Rabais 20%**  
TÉLÉCOULEUR SAMSUNG 20"

Entrée audio/vidéo pour branchement à un magnétoscope ou des jeux électroniques. Ord. 349,99. Ch. 329<sup>99</sup>

N° 14214



**SAMSUNG**

**SUPER BAS PRIX SUR TOUS LES APPAREILS ÉLECTRONIQUES**

**Rien que 299<sup>99</sup>**  
MAGNÉSCOPE TOSHIBA 2 TÊTES

Modèle à têtes au centre et télécommande universelle pour magnéto/télé. Affichage bilingue à l'écran. N° 50725



**TOSHIBA**

**Rabais 30%**  
MAGNÉSCOPE SEARS 4 TÊTES

Modèle haute fidélité à décodeur MTS, télécommande multimarques et molette Shuttle Plus. Sears ord. 379,99. Ch. 349<sup>99</sup>

N° 30545



**Rien que 399<sup>99</sup>**  
TÉLÉCOPIEUR/TÉLÉPHONE PANASONIC

Traitement numérique pour une meilleure reproduction. Compatible avec papier thermosensible Super. N° 16806



**Panasonic**

**Rien que 1499<sup>99</sup>**  
TÉLÉCOULEUR TOSHIBA 32"

Fenêtre image dans l'image, télécommande universelle, possibilité de 181 canaux. N° 14445



**TOSHIBA**

**Rien que 499<sup>99</sup>**  
MAGNÉSCOPE TOSHIBA 6 TÊTES

Têtes 19 micron pour image de qualité. Molette de recherche, nettoyage auto des têtes. N° 30665



**TOSHIBA**

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 28 AVRIL 1996

dans le limite des stocks disponibles

**SEARS**

Attendez-vous à plus

Les mentions "Ord" ou "Étal" de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Pointe-Claire: 694-8815, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Deux-Montagnes: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Victoriaville-Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, Rouyn-Noranda: 797-2321, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauve: 228-2222. Copyright Canada, 1996, Sears Canada Inc.

Tous les articles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.